LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

N° 1744
du 12 au 18 juin 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« La lutte des classes, c'est, de tous les conflits qui opposent des groupements humains, le mieux fondé. »

On ne réforme pas les prisons, on les détruit

M 02137 - 1744 - F: 2,00 €

Barcelone s'enflamme ! page 10

Editorial

Au Chiapas, l'État assassine toujours les zapatistes. À Barcelone, il expulse et détruit à la pelleteuse un centre social autogéré créé il y a dix-sept ans. Au Brésil, il s'efforce d'écraser dans la violence les manifestations populaires qui osent défier la Fifa et la marche de l'économie sportive. En Thaïlande, ses bottes battent le pavé des rues au rythme de la musique militaire. En Chine, il oppose des rangées de flics à ceux qui voudraient commémorer le massacre de Tian'anmen. En Ukraine, il se dispute avec son homologue russe la domination du prolétariat. Machine de guerre contre l'émancipation des peuples, solide béquille de l'économie capitaliste, irréductible défenseur des intérêts des bourgeoisies, l'État n'en finit plus de mater les contestations que le capital ne parvient pas à digérer, et ce quelles que soient les formes qu'elles adoptent. Il n'y a rien à attendre de lui, si ce n'est son abolition, laquelle ne saurait advenir sans la construction d'un mouvement social autonome, à la fois en dehors et contre les partis politiques. Depuis des décennies, le prolétariat n'a que trop remis son sort dans les mains de l'État, et s'il a parfois ainsi obtenu des révolutions politiques, le retour de bâton n'a jamais tardé et l'émancipation sociale n'est jamais venue. Tirons donc les leçons de l'histoire, et cessons de mettre notre confiance dans d'autres que nous-mêmes.

Sommaire

Actualité

La non-réforme pénale, par P. Schindler, *page 3*

Grève à Buffalo Grill, par Nathan, *page 4*

Météo syndicale, par J.-P. Germain, *page 6*

Procès des No Tav, par Anarres, *page 7*

Quel antifascisme après les européennes ? par Bali, *page 8*

International

Répression de la contestation anti-Fifa, par Collectif, *page 9*

Barcelone en défense de Can Vies, par R. Pino, *page 10*

Les deux morts de Galeano, par G. Goutte, *page 12*

Arguments

La dette écologique : une mystification, par P. Pelletier, *page 15*

Histoire

Prisons franquistes pour libertaires français, par S. Forti, *page 18*

À voir

L'art en prison, par M. Joffrin, *page 21*

Illustrations

Aurelio, Faujour, Krokaga, Jhano

Bulletin d'abonnement

Tarifs (hors-série inclus) — **France et étranger**

3 mois, 12 n^os hebdos, 1 n° hors série, les gratuits	◯ 25 €
6 mois, 18 n^os hebdos, 2/3 n^os hors série, les gratuits	◯ 50 €
1 an, 35 n^os hebdos, 5/6 n^os hors série, les gratuits	◯ 75 €

Abonnement de soutien

1 an ◯ **95** €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom ______________ Prénom ______________

Adresse ______________

Code postal ______________ Ville ______________

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Réforme pénale

Encore une montagne qui accouche d'une souris

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste

Moins de quinze jours après le recul du gouvernement sur l'examen de la loi sur la famille, qui a été repoussée aux calanques grecques sous la pression de l'UMP, la droite s'en reprend déjà à sa cible préférée : Christiane Taubira. Notons, au passage, une fois n'est pas coutume, le bon goût de cette dame qui a eu le courage et l'intelligence de ne pas chanter *La Marseille*, ce chant nationaliste à consonance belliqueuse et raciste, lors de la commémoration de l'abolition de l'esclavage… Depuis, tout ce qui vient de la ministre sent le souffre pour la droite. Cette dernière juge sa réforme pénale trop laxiste. Pourtant, dans son cadre, ce projet de loi tend à « *renforcer l'efficacité des sanctions pénales* », concrétisant l'engagement de campagne de Hollande de supprimer les peines plancher pour les récidivistes, créées sous Nicolas Sarkozy et perçues comme « *contraires au principe de l'individualisation des peines* ». Explications. Le texte est, de fait, très controversé, et il a fait l'objet de plus de 800 amendements dont 650 de l'UMP (!). Il entend pourtant aussi prévenir la récidive en évitant les sorties « sèches » de prison, et crée une nouvelle peine de probation, la contrainte pénale.

Bon, avant d'aller plus avant, commençons par examiner ce que lui reproche la droite, qui s'est fait le relais des syndicats de police, *via* Georges Georges Fenech, un ancien magistrat qui demande le retrait de cette réforme « *qui présente* [rait] *à l'évidence une menace grave pour la paix sociale* ». Mise en mal d'image avec l'affaire Bygmalion, histoire de faire oublier le non-aveu de Copé sur le montage financier de la campagne de Sarkozy en 2012, l'UMP a sauté sur le premier (et terrible fait divers) : l'arrestation d'un des suspects de la tuerie du musée juif de Bruxelles, délinquant multirécidiviste qui aurait basculé vers l'islam radical en détention. Pour les élus UMP, la réforme de « calinothérapie » (admirez la recherche sémantique du terme…) de la ministre de la Justice ne ferait que pousser le prisonnier quidam dans les bras de réseaux du Jihad… Une analyse un peu restrictive, comme si les intégristes étaient tous en prison… Ce serait trop beau ! Pour sa part, l'UDI estime que la réforme pénale va « *à l'encontre d'une nécessaire sanction et d'une indispensable réparation, dans l'intérêt des victimes* ».

Mais écoutons, à présent, le contre-argumentaire de la garde des Sceaux : « *On m'accuse de vider les prisons alors qu'on vient de battre deux fois des records de surpopulation carcérale.* » Bon, c'est peut-être le bon argument que la droite voulait entendre, mais sûrement pas par nous autres anarchistes, opposés depuis l'origine au système pénitentiaire qui détruit l'individu sous prétexte de le punir. Nous ne pouvons que penser à l'excellent ouvrage de Michel Foucault *Surveiller et punir*, dans lequel l'auteur, soutien inconditionnel du Groupe d'information sur les prisons (GIP), aux côtés de Sartre et de Jean Genet dans les années 1970, étudie « *l'apparition historique de la prison sous sa forme moderne en commençant par constater la disparition de l'application en public de la peine de mort au profit d'exécutions cachées par le secret des murs* ». Une évolution, toujours selon Foucault, « *révélatrice d'une révolution de la façon selon laquelle le pouvoir se manifeste au peuple* ».

Mais, revenons-en à Christiane Taubira, qui s'est appuyée sur les conclusions d'une « *conférence de consensus d'experts* », pour « *sortir de la démagogie et de l'irresponsabilité et enrichir l'arsenal répressif* ». Aïe aïe, aïe ! Qu'est-ce-que cela cache donc encore ? Dans le projet de loi, la contrainte pénale, exécutoire en milieu ouvert et d'une durée comprise entre six mois et cinq ans durant laquelle l'auteur d'un délit serait soumis à des obligations et interdictions, a, sous la pression de Manuel Valls (tiens, tiens…), changé plusieurs fois de contenu. À l'origine, la ministre était favorable à ce qu'elle englobe les autres peines alternatives à la prison (sursis avec mise à l'épreuve, semi-liberté…), mais tandis que Valls était encore ministre de l'Intérieur, il tenait ce projet pour trop laxiste. Depuis qu'il est devenu Premier ministre, l'Élysée, ce béni-oui-oui, n'a bien sûr pas su résister au charme du refrain répressif. Du coup, faisant semblant de soutenir Christiane Taubira lors des dernières questions au gouvernement, il a joué un double jeu en souhaitant que « *l'équilibre du texte soit totalement préservé* »… À quel équilibre pensait-il ? Le côté de la balance bien rempli par les lobbyistes de l'UMP, qui, du coup, peuvent jouer sur les mots et sur du velours… Alors que le texte du gouvernement prévoyait que cette peine probatoire ne puisse être prononcée que pour les délits passibles d'un maximum de cinq ans de prison, la commission des lois de l'Assemblée l'a étendue à l'ensemble des délits (dix ans de prison maximum).

Christiane Taubira a été obligée d'avaler la couleuvre et la demande de François Hollande dès le lendemain de « *respecter le compromis d'origine* », ce qui va se traduire par un amendement du gouvernement pour rétablir la version initiale. Sauf que le rapporteur (PS) de la commission et la chef de file des députés socialistes sur le texte sont attachés à cette extension de la contrainte pénale. Depuis, dix associations et syndicats de professionnels de la justice, dont le Syndicat de la magistrature, la Ligue des droits de l'homme et le Syndicat des avocats de France, ont regretté la timidité du gouvernement. Les Verts vont, encore une fois, pouvoir s'agiter et faire les guignols devant le perchoir : ils entendent ouvrir des débats, notamment sur la rétention de sûreté… Comme, de toute façon, personne ne les prend au sérieux. Telle est la rançon électoraliste… Pour leur part, les radicaux de gauche pourraient obtenir satisfaction sur une de leurs propositions : l'interdiction de l'incarcération de femmes enceintes. Belle affaire, même si nous sommes ravis pour ces dernières. Et, une fois de plus, la montagne va accoucher d'une souris… Encore une belle leçon de la nullité du jeu politique où, aujourd'hui, droite et gauche partagent au final les mêmes valeurs sur un air de consensus. Il y en a marre du consensus. Nous autres anarchistes, ce ne sont pas des réformettes qui nous ferons changer d'avis sur les prisons surchargées de ce pays, où les malades atteints de maladies graves (cancers, VIH, etc.) ne sont pas soignés et crèvent à petit feu dans l'indifférence générale. Ces prisons qui poussent au suicide. Selon la dernière étude disponible des chercheurs de l'Inserm et de l'administration pénitentiaire, on enregistre en moyenne le suicide d'un détenu presque tous les trois jours : 112 d'entre eux se sont donné la mort en 2011, 117 en 2012, plus d'une centaine encore en 2013, qu'ils soient en détention ou en aménagement de peine. Presque toujours des hommes, et presque toujours par pendaison (à près de 95 %), à l'âge moyen de 37 ans… Evidemment, la surpopulation des prisons n'y est pas pour rien. Le nombre de personnes écrouées a plus que doublé depuis les années 1960, mais le taux de suicide a presque quintuplé en cinquante ans. C'est pour l'ensemble de ces raisons que nous autres anarchistes luttons pour la destruction du système carcéral. Pour nous, la prison, l'isolement et la punition ne sont pas des solutions aux problèmes sociaux, mais au contraire des outils pour renforcer le système. Nous pensons qu'aucune réforme n'améliorera le monde carcéral. Les prisons ne servent à rien. Pierre par pierre, mur par mur : nous détruirons toutes les prisons !

P. S.

Les Buffalos en lutte

Interview de Didier del Rey, secrétaire général de l'union syndicale CGT du commerce de Paris, en charge des hôtels, cafés et restaurants, au sujet du mouvement en cours dans les Buffalo Grill.

***Le Monde libertaire*:** Pour commencer, peux-tu nous présenter le groupe Buffalo Grill ?

Didier del Rey : Le groupe Buffalo Grill, au niveau national, c'est 4 500 salariés. C'est un groupe constitué en partie de franchises et de 270 établissements en direct. Le groupe dépend aujourd'hui d'un fonds de pension. Il était anciennement propriété de Christian Picard, connu dans les années 1990, qui, depuis, a revendu son groupe.

***Le Monde libertaire*:** Peux-tu nous faire un bref historique pour situer le conflit qui a eu lieu récemment ?

Didier del Rey : Ce qu'il s'est passé, c'est que jusqu'en 2012 la société était sur deux entités juridiques distinctes : Buffalo Grill SA et Buffalo Grill BGE, qui détenait notamment les établissements parisiens. En 2012, les deux sociétés ont fusionné suite au rachat de BGE par Buffalo Grill SA. Résultat, actuellement, la direction est assez rude avec les salariés. Il y a donc eu un premier conflit au début du mois d'avril sur l'établissement de Paris-République relatif aux conditions de travail, plus particulièrement le management local. Le mouvement a duré deux jours et demi avec, pour mot d'ordre, des embauches, des requalifications et un meilleur management. Par la suite, la direction a annoncé vouloir mettre en place une modulation du temps de travail. Les trois syndicats – CGT, FO et CGC – ont refusé l'accord proposé[1]. Malheureusement, l'avenant n° 2 de la convention collective des hotels-cafés-restaurants (HCR) signée en 2004 par trois syndicats devait permettre de mettre en place cette modulation. La direction a donc menacé de mettre en application l'avenant. Les salariés se sont donc mis en grève le 25 mai. À la surprise générale, ce sont 50 établissements, dont 16 en Ile-de-France, qui ont suivi l'appel.

***Le Monde libertaire*:** Quelles formes prend le mouvement ?

Didier del Rey : Les salariés se sont mis en grève en intersyndicale. Il y avait la CGT et FO commerce. Il fut décidé d'agir sous forme de débrayages discontinus, de sorte à pénaliser l'employeur au maximum au niveau financier. La direction campant sur ses positions, il fut décidé de refaire un mouvement le samedi 31 mai pour le service du soir. À notre grand étonnement, 62 restaurants débrayèrent au niveau national. C'est un très beau mouvement. La perte du 25 et du 31 mai se chiffre à 800 000 euros pour Buffalo Grill.

***Le Monde libertaire*:** Quels rôles ont joué la fédération du commerce CGT et l'union départementale CGT 75 dans le conflit ?

Didier del Rey : La direction fédérale au niveau des HCR a joué son rôle, tout comme l'union syndicale commerce de Paris. Le dialogue s'est bien passé, nous sommes tous ensemble pour combattre la modulation. Il n'y a pas eu de divergences. L'UD a rédigé un communiqué et des militants sont venus soutenir le piquet de grève du 31 mai. Mais la lutte continue. Rien est joué pour le moment. L'ensemble des organisations syndicales doit être reçu le 10 juin pour entendre la direction. Nous verrons en conséquence les suites à donner.

***Le Monde libertaire*:** As-tu un petit mot pour les lecteurs du *Monde libertaire* qui voudraient soutenir le mouvement ?

Didier del Rey : Eh bien, nous appelons les militants qui sont aux alentours des Buffalo, en contact avec les unions locales et départementales de la CGT, à venir aider les grévistes, ou qu'ils se renseignent sur le site de la fédération du commerce CGT ou de l'US commerce CGT de Paris s'il y a des appels.

Propos recueillis par Jonathan Ben-Moyal
Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

1. Ce projet de modulation aurait pour principal effet une perte substantielle de pouvoir d'achat pour les salariés de l'entreprise, qui se verraient privés du paiement des heures supplémentaires ou complémentaires.

Brèves de combat

Des fachos à Bruxelles

Seraient prêts à s'allier avec le FN pour composer un groupe parlementaire faf : le Parti de la Liberté néerlandais qui obtient 4 sièges ; le Parti de la Liberté autrichien qui obtient 4 sièges ; les 2 élus nationalistes flamands du Vlaams Belang, l'élu du parti les Démocrates suédois et une poignée de députés italiens de la Ligue du Nord. Le FN pourrait encore draguer les nationalistes lituaniens d'Ordre et Justice. Sont exclus des négociations le Jobbik, parti antisémite hongrois, qui obtient 3 sièges et possède une milice spécialement dédiée au ratonnage des Tsiganes, ainsi que le NPD, parti néonazi allemand qui n'a récolté que 1 % des suffrages mais gagne un siège au Parlement européen, à cause de la réforme du scrutin pour ces élections. Enfin, le Parti du peuple (danoise) refuse de s'allier avec le FN qu'il juge « *trop antisémite* », tout comme les eurosceptiques d'Ukip. Que du beau linge !

La piscine sans les pauvres

Pour nager dans les deux bassins de la piscine Molitor rénovée par le groupe Bouygues, Colony Capital et Accor, dont un en plein air, il suffira aux Parisiens de payer 180 euros la journée ou 1 125 euros le trimestre, contre 37 euros le trimestre dans les beaucoup moins chics piscines municipales…

Météo syndicale

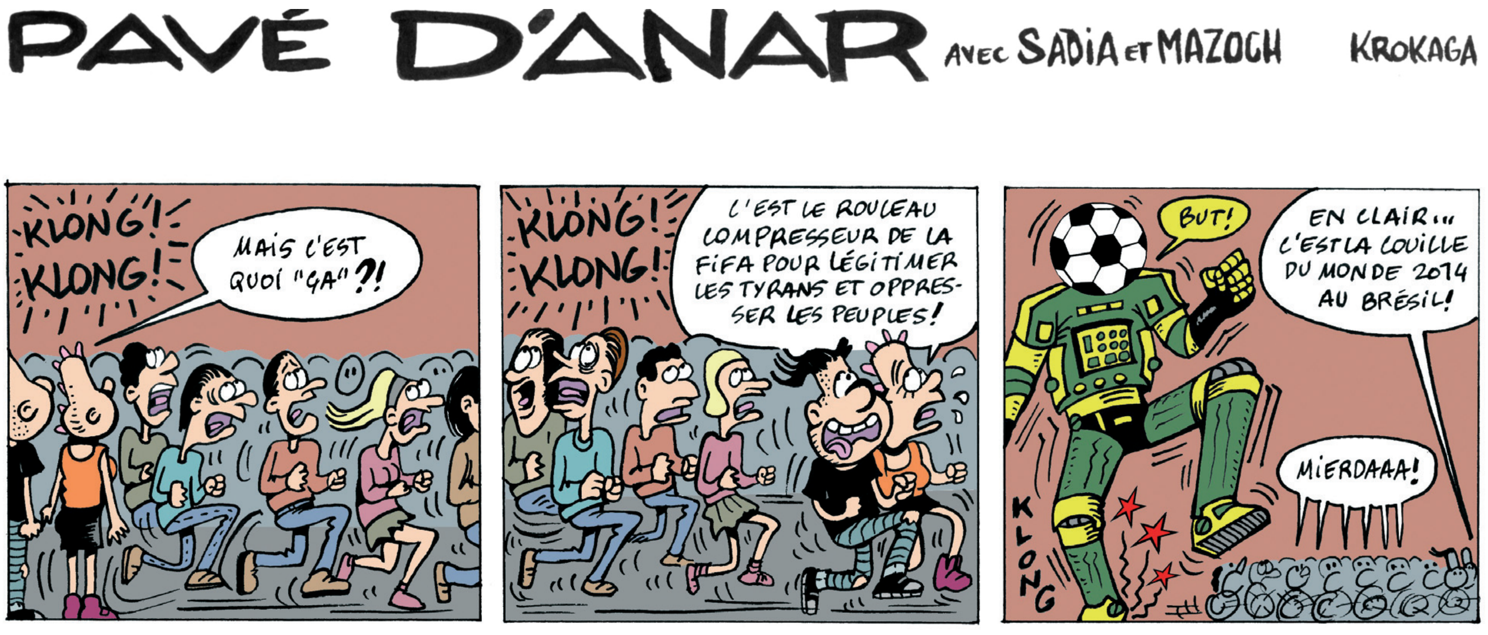
Le cinéaste Ken Loach a déclaré récemment : « *L'orage que prévoyait Jaurès se reproduit encore et encore.* » Le tribun socialiste, pacifiste, fondateur de *L'Humanité*, mérite notre respect. Néanmoins, il faut se souvenir aussi qu'il fut un adversaire résolu du syndicalisme révolutionnaire qui animait la jeune CGT du début du siècle dernier. Particulièrement dans un article paru en 1901 dans le quotidien socialiste *La Petite République*[1]. C'est d'une autre tenue que les sarcasmes divers des guédistes, mais la raison est la même : ce syndicalisme se posait en adversaire/concurrent des partis politiques.

Les idées force du syndicalisme ont peu à peu cédé le pas (et plus…) à d'autres, qui laissaient le premier rôle à la prise du pouvoir d'État au moyen de structures appropriées ! Aujourd'hui, le monde syndical attend, l'arme au pied, que les partis politiques définissent et finissent le boulot, à eux de déblayer le chemin… Comme quoi on peut faire du léninisme sans le savoir. Ça grogne dans les rangs, mais les poches de résistance ressemblent trop souvent à des tranchées façon 14-18.

Pourtant, même le secrétaire actuel de la CFDT déclare que le temps des couleuvres est fini. Entendez par là que le patronat fait de la surenchère et que le gouvernement va au devant de ses désirs. Pourtant, comme il est dit dans les médias, les salaires des patrons sont toujours à la hausse. La CFDT a tenu son congrès la semaine dernière. Question contestation, tout semble verrouillé. L'annonce *ex cathedra* d'un ultimatum de la direction confédérale, qui assume ANI et pacte de responsabilité, renverrait les problèmes à la rentrée ? On espère que, lors de la conférence sociale programmée en juillet, ça ne va pas que grincer des dents, faudrait montrer les crocs et plus. Pour que chômage et précarité appartiennent enfin au passé.

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. L'article de Jean Jaurès est reproduit dans l'ouvrage *Déposséder les possédants. La grève générale aux temps héroïques du syndicalisme révolutionnaire*, textes rassemblés par Miguel Chueca, éditions Agone (pages 109 à 127). En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 18 euros. Pour ajouter une question au florilège actuel autour de Jaurès : aurait-il apprécié qu'on « débaptise », après son assassinat, l'avenue et la station de métro Allemagne ? À Paris (XIXe arrondissement), l'intention première était anti-allemande, sûrement pas pacifiste !



Procès des No Tav

La salle bunker des Vallette est un appendice, réel et symbolique, de la prison. Ici, se sont déroulés les grands procès de la mafia et de «*lotta armata*». Elle est restée fermée pendant de longues années jusqu'à ce qu'elle soit rouverte uniquement pour les No Tav. Dorénavant, le procès aux résistants de la Maddalena pendant les jours de l'évacuation de la libre République et du premier siège à la zone occupée, se déroule à marche forcée.

Jeudi 22 mai c'était le théâtre parfait pour l'audience inaugurale du procès aux quatre activistes No Tav accusés d'avoir accompli un sabotage au chantier de Chiomonte[1] le 14 mai de l'année dernière. C'est à cette occasion, qu'est endommagé un compresseur, rapidement réparé et revendu. Cet endommagement, pour le Ministère public de Turin, vaut accusation d'attentat dans un but terroriste. Une accusation qui a soustrait à leur vie, à leurs êtres chers, à la lutte, Claudio, Mattia et Niccolò, enfermés depuis cinq mois en régime de haute sécurité.

C'est seulement depuis une semaine que les mesures particulièrement douloureuses, comme l'interdiction de communiquer entre eux et le blocage de toutes visites – exceptées celles de leurs familles très proches –, ont été annulées. Avant le 15 juin il restera à venir les attendus motivés du jugement de la Cour de Cassation qui a annulé celui de la Cour de réexamen (tribunal des libertés) cette dernière avait confirmé l'accusation abracadabrantesque du Ministère public (procureur) de Turin. Une première faille dans la thèse du couple vedette Padalino/Rinaudo[2], qui pourrait, mais la condition reste obligatoire, conduire à une allègement de la pression disciplinaire sur les quatre No Tav. À l'audience du 22 mai, en Cour d'assises, le juge a accepté que les prisonniers soient assis ensemble sur le même banc, dans une zone plus proche de leurs avocats. Pour la première fois, depuis plusieurs mois, ils ont pu se rencontrer, parler, retrouver un fragment d'une véritable communauté humaine et politique. Dehors de la salle bunker, se tenaient des centaines d'activistes No Tav du Val (di Suza), de Turin, de de partout. Musique, interventions, le compresseur brûlé en effigie, ont accompagné une matinée pluvieuse dans ce quartier perdu de la ville aux limites du rien urbain.

Chacun à son tour, dans une longue file et après des contrôles exténuants, les No Tav sont entrés dans la salle. L'espace réservé au public est distant d'une centaine de mètres de la tribune où sont assis les juges. Le banc avec les prisonniers est loin. Au milieu, une vitre vire au vert. On dirait un aquarium lugubre. Mais peu importe. Escaladant à pied les chaises l'on se risque à faire un salut, auquel les prisonniers répondent en crapahutant sur le banc. Eux, dont dépend la partie plus difficile, semblent plus forts que celui qui est à l'extérieur. Dans la salle le rite se déroule conformément à ses propres règles, avec la présentation des parties civiles. Pendant des mois les média, faisant écho aux communications du Ministère public, avaient annoncé des centaines de constitutions (de partie civile).

La Commission européenne, les ministres, les ouvriers du chantier, les flics de garde ne se sont pas présentés. À la fin, seuls restent le gouvernement, LTF – l'entrepreneur général pour le Turin-Lyon –, et le syndicat de police SAP, celui des applaudissements aux assassins de Federico Aldrovandi[3].

Les avocats de la de la défense ont présenté de nombreuses questions procédurales, y compris l'exception de constitutionnalité de l'article 270 sexties[4], duquel le Ministère public de Turin tire la définition de terrorisme. Et, de même, a été avancée la demande de transfert à Turin des quatre compagnons.
Le tribunal a réservé sa réponse. La prochaine audience se tenait le 6 juin.

Anarres s'est entretenu avec Eugenio Losco, un des avocats qui défendent les No Tav.

Anarres
25 mai 2014

---

1. Tunnel exploratoire
2. Les deux procureurs (Ministère public) de Turin en charge du dossier.
3. L'étudiant de 18 ans Federico Aldrovandi est mort après une arrestation le 25 septembre 2009. Le 6 juillet 2009, quatre policiers ont été condamnés en première instance à 3 ans et 6 mois de prison, pour «*homicide involontaire coupable excès de l'usage légitime des armes*». Le 21 juin 2012, la Cour suprême a confirmé la condamnation.
4. L'article 270 sexties du code pénal, introduit par la Loi n° 155/2005, définit les actes commis dans un but de terrorisme comme «*des actes qui, de par leur nature ou en raison de leur contexte, peuvent être la cause de dommages graves pour un pays ou une organisation internationale et sont commis dans un but d'intimidation ou afin de contraindre les autorités publiques ou une organisation internationale à effectuer, ou s'abstenir d'effectuer, un acte quelconque, ou de déstabiliser ou de détruire les structures politiques, constitutionnelles, économiques et sociales essentielles d'un pays ou d'une organisation internationale, ainsi que d'autres types de conduite terroriste ou effectuée dans un but de terrorisme envisagés par les conventions et les autres traités internationaux dont l'Italie est signataire*».

Contre l'extrême droite

Assumer nos idées anarchistes

Les élections européennes ont donné ce qui était annoncé : grande abstention et poussée du Front national. Et, au niveau européen, sensiblement les mêmes phénomènes ont été observés, avec bien sûr des différences locales que nous n'allons pas énumérer ici, ce n'est pas notre propos.

Ainsi, donc, le FN a fait 25 %. Ah ? Déjà, gardons la tête froide, en tenant compte de l'abstention, des votes blancs-nuls et des non-inscrits, on arrive plutôt à un total de 9 % de la population en âge de voter.

Alors, ne rien faire ? Au contraire ! Ces 9 % sont l'arbre qui cache la forêt de la montée des fascistes et réactionnaires partout en Europe. Comme dit le slogan, le problème n'est pas tant que le FN arrive au pouvoir mais que ses idées y soient déjà. On ne va pas se mentir, c'est la merde. Mais cela ne tombe pas du ciel. Le FN et les groupuscules ouvertement fascistes ou néonazis sont des conséquences de nos défaites. Les forces libérales et conservatrices sont submergées par des vagues réactionnaires. Tout comme le fascisme historique, c'est sur les ruines du mouvement ouvrier que ce parti progresse aujourd'hui. C'est devant l'absence de perspectives politiques qu'il monte le mieux. Il y a, face à nous, une hégémonie culturelle de la bourgeoisie et notamment de sa frange la plus réactionnaire. La principale difficulté à laquelle nous faisons face, c'est l'offensive réactionnaire.

Alors, que faire, vous demandez-vous ? Sans prétendre donner une réponse unique dans la lutte antifasciste et pour l'anarchie, nous pouvons quand même donner quelques pistes de réflexion.

Tout d'abord, nous devons assumer nos idées et nous unir en priorité aux autres anarchistes. Il est dangereux et contre-productif d'aller nous invisibiliser (au mieux) ou nous ramollir et servir la soupe aux sociaux-démocrates (au pire) dans des collectifs « larges et unitaires ». Ne perdons pas notre temps et notre énergie dans des réunions interminables qui donneront des textes insipides. Ne servons pas de petites mains à ceux qui n'ont comme agenda politique que leur agenda électoral. Ne servons pas de caution « unitaire » à des gens qui nous méprisent et à qui nous le rendons bien. Nos critiques sont toujours escamotées et les seules idées développées sont celles d'un antifascisme moral.

Car là est tout le fond du problème. L'antifascisme moral est la plaie de l'antifascisme. Combien de manifestations, affiches, tracts et autres meetings contre « *la bête immonde* », « *la haine* », « *l'intolérance* » ou « *les heures les plus sombres de notre histoire* » ? C'est le degré zéro de l'analyse politique. Mais si on regarde ce qu'était et ce qu'est toujours le fascisme et ses avatars, nous voyons que ce n'est, ni plus ni moins, qu'une réaction d'une frange de la bourgeoisie contre le prolétariat. Donc, notre antifascisme est fondé sur la lutte des classes. Nous savons que l'Etat et le capital sont le lit du fascisme. Comment faire adopter une position pareille à un collectif où on trouve le PS, le Front de gauche ou un de leurs satellites ? De toute façon, qu'ils soient sociaux-démocrates, réformistes ou léninistes, ils veulent diriger les choses, nous voulons qu'elles soient auto-organisées. Nécessairement, nous sommes opposés.

Avec notre analyse, la conclusion logique (et nos aïeux l'avaient bien compris) est que la seule façon d'éradiquer une bonne fois pour toutes le fascisme est d'éradiquer toutes les oppressions et dominations.

Il ne faut laisser aussi aucun espace aux fascismes dans nos milieux. S'il est clair que personne, parmi les progressistes, ne va défendre l'idée de la priorité nationale (par exemple), il n'est pas rare de voir des gens défendre l'idée que le problème du capitalisme, c'est sa financiarisation transnationale, mais que le capitalisme industriel et bien de chez nous, finalement, c'est pas si grave. Il arrive aussi régulièrement, que, sous couvert de lutte antireligieuse, certains tombent dans le piège tendu par les fascistes de l'islamophobie. Il arrive aussi, régulièrement, que d'autres, avec la volonté légitime de vouloir couper l'herbe sous le pied d'un Dieudonné ou Soral, se sentent l'obligation de rappeler toutes les cinq minutes qu'ils sont pro-Palestiniens, antisionistes, etc. Ce ne sont que quelques exemples de victoires idéologiques du fascisme. Cela ne veut pas dire que ces camarades sont devenus des fascistes, mais ça veut dire que, finalement, nos protections ne sont pas si solides. Il faut faire attention à la confusion.

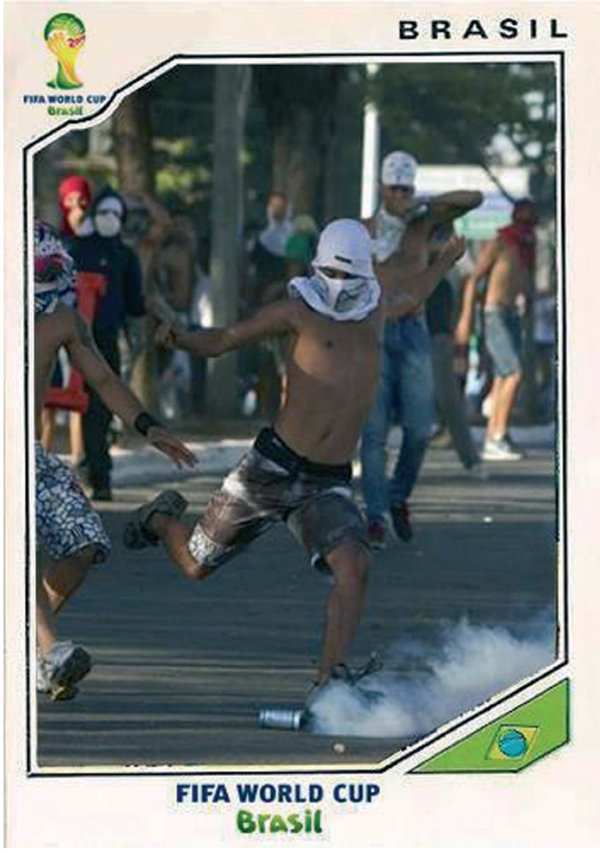
Le FN tente de se faire social, pour faire oublier que c'est un parti de la bourgeoisie, dirigé par de grands bourgeois, qui défendent leurs intérêts de classe. Les meilleurs moments pour les démasquer sont les périodes de mouvements sociaux. Lors du mouvement des retraites, par exemple, Marine le Pen était inaudible, les identitaires assumaient le fait de ne pas avoir d'opinion sur les retraites et jamais on n'entendra un Soral parler d'augmenter les salaires.

En guise de conclusion, pour résumer, il nous faut assumer nos idées anarchistes, nous unir et participer de toutes nos forces aux luttes sociales. Il nous faut une propagande positive, porteuse d'espoir dans le changement social. Il nous faut être clair quant à la volonté de ne pas nous perdre dans des collectifs « larges et unitaires », développer nos propres idées et analyses et pourquoi pas relire Fabbri, qui nous mettaient déjà en garde contre ce type d'alliances dans les années 1920, dans « La Contre-Révolution préventive » (aux Éditions du Monde libertaire, disponible à Publico dans le recueil *La Lutte humaine*).

Bali
Groupe Regard noir
de la Fédération Anarchiste

Répression et criminalisation des protestations contre la Fifa

Lettre ouverte de camarades brésiliens



Salutations aux personnes de l'étranger, désolé de vous interrompre, mais étant donné les circonstances, nous pensons qu'il est nécessaire que vous compreniez le contexte réel de la Coupe du monde de football à laquelle vous allez assister. Nous voulons juste vous apporter des informations que le gouvernement brésilien et sa compagnie de tourisme ne vous donneront probablement pas.

La Coupe du monde confiée à notre pays par la Fifa constitue une dépense, au moment où cette lettre est écrite, de 25,6 milliards de reais, qui équivaut à 11,5 milliards de dollars. De ce montant, plus de 83 % provenaient de deniers publics – l'argent des impôts du peuple lui-même. Le salaire minimum au Brésil est de 724 reais par mois (325 dollars), les billets pour les jeux peuvent monter à près d'un millier de dollars. Le travailleur brésilien paie pour un événement auquel il ne peut lui-même pas assister. Selon une enquête récente, 75,8 % des Brésiliens sont opposés aux investissements effectués pour cette Coupe du monde.

Notre pays a encore 3,7 millions d'enfants et adolescents non scolarisés et un taux d'analphabétisme de 10 %, selon l'Unesco. Comme si les déficiences de l'éducation n'étaient pas suffisantes, le gouvernement a instauré des vacances scolaires pendant la Coupe du monde. Nous vivons dans un pays où plus de 242 000 familles n'ont pas d'électricité, sans parler de la santé publique qui est encore loin d'être acceptable, tandis que l'idole du football, le « phénomène » Ronaldinho, déclare publiquement qu'« *avec des hôpitaux on ne fait pas la Coupe du monde* ».

Aujourd'hui, nous vivons une conjoncture économique extrêmement difficile, nous avons l'un taux d'imposition les plus élevés dans le monde, mais près de 50 % de notre PIB est utilisé pour payer une dette publique absurde, alors que les gens meurent de faim, et près de la moitié de la richesse que nous produisons va directement dans les poches de quelques banquiers, sans parler de ce que nous perdons à cause de la corruption et de la mauvaise administration des fonds publics.

Les dépenses excessives concernant la Coupe du monde ne sont que le sommet de cet iceberg ; au nom de cette Coupe, de nombreux droits civils ont été violés, ce qui n'est pas inhabituel dans un pays où nous avons une police fortement militarisée qui a déjà fait l'objet de nombreuses critiques d'institutions internationales telles que Amnisty International et l'ONU elle-même, qui a même fait une recommandation pour dissoudre la PM (police militaire brésilienne).

Les communautés proches des stades subiront une police ostensible et féroce, y compris avec la présence de l'armée, non pour assurer la sécurité du peuple, mais pour assurer la sécurité de vous, les touristes, comme c'est déjà le cas du Complexo da Maré, qui est déjà occupé par l'armée, la marine et la police militaire, en tout plus de 2 500 hommes. Le droit au logement n'a pas échappé au regard du gouvernement et de la Fifa : des milliers de familles ont déjà été déplacées en raison de l'événement, y compris les familles autochtones de Aldeia Maracanã, qui malgré leur résistance, ont été déplacées violemment.

Ce n'est pas une nouveauté pour nous non plus, dans le régime « démocratique » dans lequel nous vivons, de voir l'intervention militaire dans le chantier de construction d'une centrale en plein cœur de l'Amazonie (Belo Monte) pour empêcher les protestations des peuples indigènes et des communautés locales affectées par la construction du barrage. En outre, pour construire les stades à temps pour la Coupe du monde, plus d'une douzaine de travailleurs sont morts dans les chantiers de construction. En plus de tous ces problèmes, la prostitution des enfants dans le pays est toujours une réalité qui affecte environ 500 000 enfants selon le Forum national pour la prévention et l'élimination du travail des enfants. Ce scénario est potentiellement aggravé par la tenue de la Coupe.

Beaucoup d'entre nous sont indignés et descendent dans la rue pour protester, mais le gouvernement, bien soutenu par les médias, essaye de noyer tout cela en criminalisant les manifestations et en les réprimant durement avec son appareil militaire. Des ONG et organisations internationales ont dénoncé plusieurs violations des droits de l'homme.

L'État et ses administrations partisanes ne réagissent pas et ne répondent jamais aux besoins du peuple en matière de santé, d'éducation, de logement, d'emploi que nous avons conquis grâce à notre unité et nos luttes. Recevez cette lettre comme une demande de soutien, partagez cette information avec autant de personnes que possible, aidez-nous à montrer au monde une réalité que le gouvernement, la Fifa et les sponsors de la Coupe du monde essaient de cacher à tout prix.

Fenikso Nigra, Boletim Operário, Liga Sindical Operária Camponesa, Danças das Idéias, Caos em Fluxo, Barricada libertária

Traduit par les Relations internationales de la FA

Barcelone s'enflamme en défense de Can Vies

Reconstruction du centre social Can Vies après sa destruction par la police.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

Nos « grands » médias nous ont abreuvés d'informations sur l'abdication de Juan Carlos, ancien roi d'Espagne, et ne manqueront sûrement pas de nous tenir au courant de l'intronisation de son successeur et de tout le folklore qui accompagne ce genre d'événement. Même si nous éprouvons peu de sympathie pour les tribulations de cette famille de « fins de race », nous aurons au moins pu constater que, à l'annonce de cette abdication, il s'est trouvé à Madrid quelque 20 000 manifestants pour réclamer le retour à la république. Les scandales financiers et autres qui ont accompagné cette fin de règne y sont sans doute pour beaucoup[1].

Mais les mêmes « grands » médias ont été beaucoup moins diserts pour nous tenir informés des faits qui se sont déroulés à Barcelone à la fin du mois dernier : l'évacuation du centre social autogéré Can Vies, dans le quartier de Sants, à Barcelone, et sa reconquête par les squatteurs. Cinq jours de manifestations réprimées violemment par une police chaque fois plus brutale.

Les causes

Barcelone – comme Paris ou d'autres capitales européennes – donne à fond dans la gentrification. Au siècle dernier, la bourgeoisie catalane élisait résidence au nord de la ville, bien loin du centre, de ses fabriques, usines et quartiers ouvriers. Les temps ont changé ; la caste dirigeante catalane veut remodeler l'espace urbain, « rénover » les vieux quartiers, en extirper l'âme populaire et transformer cette ville en un immense centre de la consommation. Flambée du montant des loyers et du prix du mètre carré ; résultat garanti : exode des couches populaires dans des banlieues de plus en plus éloignées, et installation dans le centre-ville d'une nouvelle bourgeoisie (bohème ou pas…).

Les différents plans de réaménagement urbain se heurtent à tous les nombreux espaces occupés (squattés) dans la ville[2]. Hors de question pour les autorités en place de tolérer ces espaces de liberté, autogérés, publics, à la gestion horizontale en opposition complète au fonctionnement vertical, hiérarchisé et autoritaire de la mairie, qui ne s'exprime que par décrets et répression. La tentative de destruction de Can Vies en est la dernière illustration. Mais qu'est-ce que Can Vies ?

Un peu d'histoire

Can Vies est un édifice construit en 1879 près de la gare de Sants et qui servait d'entrepôt pour le matériel de construction de la ligne 1 du métro barcelonais. Puis les travailleurs de ce métro en occupèrent une partie qu'ils transformèrent en Cercle social métropolitain. En 1936, l'ensemble fut col-

lectivisé par la CNT. Puis, sous la dictature franquiste, l'édifice fut attribué à une section du syndicat vertical[3]. Après la mort de Franco, l'édifice redevint un lieu de réunion des travailleurs, comprenant entre autres un dispensaire et des locaux abritant des syndicats de la CNT sortie de la clandestinité. Lors d'un conflit opposant les travailleurs du métro à la direction des Transports métropolitains de Barcelone (TMB), plusieurs incendies d'origine « inconnue » endommagèrent l'édifice, dont une partie demeura ensuite inoccupée. En 1997 des jeunes du quartier de Sants prirent possession de cette partie, pour y mener des activités – entre autres – politiques. Leur action répondait à un manque flagrant d'espaces publics de réunion dans Barcelone. La situation resta en l'état, malgré des actions judiciaires intentées par TMB. Les choses se gâtèrent avec la mise en œuvre de l'AVE[4] à Barcelone. Ce fut l'occasion pour la mairie de voter un plan de réaménagement urbain dans lequel était prévu la réappropriation de Can Vies par la ville de Barcelone. Refus des occupants/squatteurs désirant préserver l'usage public du lieu, appuyés en cela par les représentants syndicaux de la CGT espagnole de TMB (métro et bus), et avec le soutien de nombreux autres, allant du FAGC (Front de libération gay de Catalogne) au collectif Jeunes communistes, en passant par l'association de quartier La Bordeta-Sants. Les activités du centre social autogéré Can Vies s'étaient développées : réunions, débats, projections de films et documentaires sociaux et historiques, représentations théâtrales, concerts, cafétéria et cantine populaire, etc. Can Vies participait à l'assemblée du quartier de Sants et à l'assemblée Okupas…

Aujourd'hui

Le 26 mai dernier, la police tente d'expulser les squatteurs du centre social. Ces derniers, habitués de ces tentatives d'expulsion, s'étaient barricadés à l'intérieur en soudant entre elles des structures d'acier et en disposant des bonbonnes de gaz derrière les accès principaux. Malgré cela, les forces policières réussirent à prendre l'édifice et entamèrent sa destruction. Alertés sur les réseaux sociaux, des centaines de manifestants accoururent, mirent le feu à une pelleteuse qui avait commencé son travail de démolition et commencèrent à ériger des barricades. Les affrontements ont duré cinq jours, mobilisant près de 3000 personnes face à une police qui s'est montrée d'une brutalité inouïe, ce qui ne l'a pas empêché de se plaindre par l'intermédiaire de ses syndicats[5] de n'avoir pas disposé pour l'occasion de canons à ultra-sons et de n'avoir que tardivement reçu l'autorisation d'utiliser les flashballs…

Il a été procédé à une soixantaine d'interpellations, mais la solidarité avec Can Vies s'est étendue à d'autres quartiers de Barcelone et même à d'autres villes, comme Valence ou Burgos (notamment le quartier de Gamonal[6]). Devant l'ampleur du mouvement contestataire, Xavier Trías, maire de la ville, a dû se résoudre à annoncer le 31 mai l'arrêt des travaux de démolition. Trois cents personnes ont réinvesti le lieu et ont entamé la reconstruction de ce qui avait été détruit, avec l'aide d'ouvriers, de pompiers et d'architectes. Une chaîne humaine s'est créée pour transporter et déposer tous les gravats devant la mairie de Sants, en scandant : « *Nous ne voulons pas et nous n'avons pas besoin de la mairie !* » L'expérience autogestionnaire de Can Vies commencée il y a dix-sept ans va donc se poursuivre, prouvant une fois de plus que ce qui est illégal aux yeux de la loi bourgeoise est légitime pour la population, et peut être obtenu grâce à un rapport de force favorable. Le programme de Can Vies était annoncé sur sa façade : « *Construisons l'alternative, défendons le quartier.* » Il reste d'actualité, la solidarité aussi, et, une fois de plus, Barcelone a justifié son surnom de *Rosa del Foc*[7].

A. P.

1. Lire *Le Monde libertaire* n° 1674, 1706 et 1729.
2. Lire *Le Monde libertaire* n°1657.
3. Seul « syndicat » autorisé sous la dictature franquiste.
4. TGV espagnol.
5. Parmi lesquels l'UGT-Police et le SMT-Commissions ouvrières (*sic*). Honte à eux !
6. Lire *Le Monde libertaire* n° 1730.
7. Rose de feu (en catalan).

Les deux mor

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí de la FA

La date du 2 mai 2014 a marqué le retour, au Chiapas, de l'assassinat politique dans la stratégie dite de contre-insurrection menée contre la rébellion zapatiste depuis le soulèvement armé du 1er janvier 1994. Ce jour-là, le *compañero* Juan Luis Solís, dit Galeano, de la zone zapatiste de La Realidad, a été victime *«d'une agression planifiée à l'avance, préparée selon les règles militaires et exécutée par traîtrise, avec préméditation et en supériorité numérique»*, nous dit le sous-commandant insurgé Marcos dans le communiqué «La douleur et la rage» publié, au nom de l'EZLN, le 8 mai dernier. Que s'est-il passé ce jour-là ? Qui sont les responsables ?

Un crime prémédité par ceux d'en haut

Depuis longtemps, le gouvernement du Chiapas s'efforce de provoquer des conflits entre communautés zapatistes et non zapatistes pour enrayer le développement de l'autonomie portée par l'EZLN. Pour provoquer et attiser ces rivalités, la contre-insurrection s'appuie sur des organisations qui, bien souvent, adoptent des méthodes paramilitaires. Les zapatistes, eux, ont toujours refusé de recourir à la même violence, laissant les armes de côté au profit du dialogue ou de la résistance pacifique. Pas question, pour eux, de faire le jeu de cette guerre entre pauvres voulue par les dirigeants municipaux, étatiques ou fédéraux.

C'est dans une situation semblable qu'est intervenu l'assassinat de Galeano. Depuis quelque temps, des membres de la Centrale indigène d'ouvriers agricoles et paysans-Branche historique (CIOAC-H), organisation indigène proche du gouvernement chiapanèque, s'en prenaient aux zapatistes de La Realidad pour leur interdire d'accéder à une carrière de sable, depuis des années administrée et utilisée collectivement par les communautés de la région. Jusque-là, le conflit ne s'était traduit «que» par le vol, par la CIOAC-H, d'une camionnette du *caracol* de La Realidad. Puis vint le 2 mai. Ce jour-là, alors même qu'une solution par le dialogue semblait pouvoir émerger[1], un groupe de la CIOAC-H a violemment attaqué le *caracol*, détruisant une clinique et une école et blessant par balles une dizaine de zapatistes parmi ceux qui défendirent ces deux infrastructures autonomes. C'est là, aussi, que Galeano a trouvé la mort, mais dans des circonstances quelque peu différentes, qui ne font que renforcer l'idée que son assassinat était planifié depuis le début. Il a été pris à partie par une vingtaine de membres de la CIOAC-H, qui l'ont encerclé, puis insulté. Galeano les a invités à déposer leurs armes et à se battre à mains nues. Pour seule réponse, le *compañero* a d'abord reçu des coups de bâton, puis une balle dans la jambe. À terre, une autre balle lui a perforé la poitrine, et une troisième la tête. Traîné sur plus de quatre-vingts mètres, il a ensuite été jeté sur le bas-côté, *«comme un chien crevé»* [2].

Galeano n'était pas une cible au hasard, et s'il a été victime de cet assassinat particulièrement sauvage, c'est notamment pour le rôle qu'il joua, les mois précédents, dans l'organisation des trois sessions de la Petite École zapatiste, initiative politique d'une ampleur considérable qui permit à plusieurs milliers de solidaires de l'EZLN de recevoir les enseignements d'une rébellion qui, depuis plus de vingt ans, expérimente un authentique projet d'autonomie collective. La mise à mort préméditée de Galeano, c'est donc la réponse que le pouvoir mexicain a donnée, avec toute la brutalité criminelle inhérente à l'organisation étatique, à cette Petite École zapatiste, qui, quelques mois plus tôt, démontrait la vitalité du projet révolutionnaire de l'EZLN. Au sujet de cette expérience, Galeano disait d'ailleurs : *«Moi, je considère que la Petite École est très importante ; c'est comme un moyen pour que nous puissions communiquer avec les gens de la ville, pour que nous puissions partager nos expériences, les grandes choses que nous avons accomplies durant les dix-neuf, presque vingt ans, de notre autonomie. Je dis que c'est un moyen, car c'est ainsi que nous avons pu partager les avancées de l'autonomie. C'est ainsi que les élèves ont pu venir jusqu'à nos territoires ; ils sont venus pour partager avec les familles, pour apprendre. Et, ainsi, ils ont pu connaître nos manières d'agir, nous les zapatistes, nos manières de nous organiser, nos moyens d'autoproduction pour ne pas dépendre du mauvais système, car nous construisons notre propre système de gouvernement*[3]*.»*

Face à la violence de cette agression et aux rumeurs d'une nouvelle attaque visant la destruction du *caracol*, le conseil de bon gouvernement de La Realidad a fait appel au commandement de l'Armée zapatiste de libération nationale – ce qui ne s'était encore jamais vu, c'est dire l'urgence et la gravité de la situation. L'armée zapatiste a donc fait le déplacement, annulant au préalable toutes les initiatives «publiques» alors prévues, notamment sa participation au Congrès national indigène (CNI),

« *Compañero* Galeano. Justice et non vengeance. » La Realidad, 24 mai

au séminaire intitulé «L'éthique face à la spoliation» et l'organisation de l'hommage au philosophe mexicain Luis Villoro Toranzo, décédé récemment. Pour le moment, l'heure est à la recherche de la justice : *«Avec toute la rage, on est venu pour accompagner les* compañeras *et les* compañeros*, pour faire une enquête sur ce cruel assassinat»*, écrit le sous-commandant insurgé Moisés, poursuivant : *«Les mauvais gouvernements pensent et veulent que nous nous tuions entre indigènes. Ils veulent qu'on perde nos têtes, ils veulent qu'on soit plus fous qu'eux, qu'on soit plus assassins qu'eux, pour dire, dans les médias vendus qu'ils ont achetés, que c'est un problème intracommunautaire. Les mauvais gouvernements le pensent et le veulent, et ils organisent les gens, et ils leur disent :* «Tuez les zapatistes pour n'importe quel prétexte»*, et comme ça ils s'éloignent de la lutte pour la libération nationale. Leur plan à eux, c'est de nous assassiner, de nous enterrer, qu'on se tue nous-mêmes*[4]*.»*

Aujourd'hui, l'implication du gouvernement est plus qu'évidente, tant les cibles de l'attaque la CIOAC-H sont symboliques (une école et une clinique autonomes, un organisateur de la Petite École zapatiste) et les méthodes identiques à celles qui fondent le principe de la tactique de contre-insurrection. Sans parler de la proximité entre l'organisation dont sont membres les auteurs de l'agression et le gouverne-

ts de Galeano

2014.

ment du Chiapas, qui manipule depuis des années cette centrale pour déstabiliser les zapatistes. Reste à déterminer jusqu'à quel niveau (municipal, étatique et fédéral) les autorités sont impliquées. Peu après la mort de Galeano, le quotidien mexicain *La Jornada* révélait l'existence d'une correspondance entre l'un des présumés assassins et Luis H. Álvarez, ancien président du Parti Action nationale (PAN) qui fut aussi président de la Commission nationale pour le développement des peuples indiens sous la présidence de Felipe Calderón. Pour les zapatistes, la responsabilité des autorités n'a jamais fait l'ombre d'un doute. Dès le 8 mai, le sous-commandant insurgé Marcos écrivait : «*Sont impliqués les dirigeants de ladite CIOAC-Historique, du parti Vert écologiste (nom sous lequel le PRI gouverne au Chiapas), du Parti Action nationale et du Parti révolutionnaire institutionnel.* [...] *Une femme des* «contras» [nom donné aux assassins] *a affirmé que tout a été entièrement planifié et que dès le départ le plan était de «se faire» Galeano*[5]*.*»

Galeano a été publiquement célébré par l'EZLN, le 24 mai dernier, au *caracol* La Realidad, en présence du commandement de l'armée zapatiste. Alors que, depuis quelques années, Marcos n'était pas réapparu en public (tout en restant le porte-parole des initiatives prises par l'EZLN depuis fin 2012), il s'est présenté physiquement lors de cet hommage, un bandeau de pirate sur l'œil droit. Par la même occasion, il a annoncé que, désormais, le sous-commandant Marcos, personnage créé par les indigènes, cessait d'exister, laissant Moisés seul porte-parole de l'EZLN : «*Nous pensons qu'il est nécessaire qu'un de nous meure pour que vive Galeano, et afin que la mort soit satisfaite, nous lui donnerons un autre nom afin que vive Galeano et ainsi la mort ne prend pas une vie, mais seulement un nom, quelques lettres vides de tout sens, sans histoire propre, sans vie*[6]*.*»

La deuxième mort de Galeano

Si Galeano a été assassiné le 2 mai, les grands médias bourgeois français n'ont évoqué ce crime d'État que plus de deux semaines après. Et encore... S'ils en ont parlé, c'est seulement au détour d'un article consacré à l'annonce faite par le sous-commandant insurgé Marcos qu'il cessait d'exister. «*Il est mort ? Gravement malade ?*» se sont sans doute fébrilement demandé les rédactions, qui, à une époque, étaient si friandes de l'homme à la pipe et au passe-montagne. Sans doute la déception les a-t-elle gagnées quand elles ont finalement compris qu'il n'en était rien et que cette annonce ne faisait que confirmer un vieux dicton : on ne tue pas les idées. Et que, en cela, Galeano vivait toujours. Par ce petit coup de dialectique, Marcos parvenait toutefois à pousser les médias à parler de l'assassinat de Galeano et, plus généralement, du harcèlement permanent subi par les communautés zapatistes. Là n'était sans doute pas le but premier de la décision du sous-commandant, toujours est-il que c'en fut une des conséquences.

Néanmoins, par leur traitement du sujet, les médias français – *Le Monde* en tête – ont aussi, en quelque sorte, tué Galeano une deuxième fois. De mépris, d'abord, ignorant le crime dont il a été victime mais se précipitant sur le clavier pour pérorer sur la fin de Marcos – et, alors seulement, évoquer Galeano, mais en très exactement... 42 mots (sur les 696 que compte l'article du Monde) ! De désinformation, ensuite, transformant un assassinat politique en «*un affrontement entre l'EZLN et des membres d'une organisation ouvrière, proche du gouvernement du Chiapas*» [7], rhétorique gouvernementale qui dépolitise le crime et le minimise. Au passage, l'article du *Monde* ne manque pas de rappeler la supposée véritable identité de Marcos (*sic*), ressassant une vieille antienne qui ne fait que témoigner de l'ignorance crasse du journaliste quant au personnage du sous-commandant Marcos. Sans parler de l'analyse erronée développée tout au long de l'article, et qui voudrait que Marcos soit parti du commandement de l'EZLN comme n'importe quel dirigeant politique limogé suite à une marginalisation interne consécutive à un prétendu échec stratégique. Là encore, le plumitif fait état de son ignorance de l'actualité des zapatistes, qui ont justement fait montre ces derniers mois de leur capacité à organiser avec succès des initiatives d'ampleur considérable – initiatives dont, je le disais précédemment, Marcos a été l'infatigable porte-parole. En portant cette analyse, *Le Monde* se fait encore là le héraut des autorités mexicaines, passant sous silence l'importante portée symbolique de la décision du sous-commandant, qui ne vise à rien d'autre qu'à «ressusciter», en quelque sorte, le *compañero* Galeano. Une démarche sans doute beaucoup trop humaine pour la machine médiatique qui, prisonnière d'une grille de lecture d'un autre temps, a préféré y lire des manœuvres politiques motivées par des enjeux de pouvoir.

Voilà en tout cas un traitement de l'information qui confirme à nouveau la grande presse dans son rôle d'allié objectif de l'État. Et qui montre que, elle aussi, à sa manière, participe de l'assassinat des révolutions.

G. G.

---

1. Jérôme Baschet, «Au Chiapas, on a assassiné Galeano, ange gardien zapatiste et *maestro* ès démocratie», Rue89, 21 mai 2014.
2. Sous-commandant insurgé Marcos, «La douleur et la rage», La Voie du jaguar, 8 mai 2014.
3. Galeano, «La Petite École zapatiste», La Voie du jaguar, mai 2014.
4. «Paroles du commandement général de l'EZLN, par la voix du sous-commandant insurgé Moisés, durant l'hommage au *compañero* Galeano», Enlace Zapatista, 29 mai 2014.
5. Sous-commandant insurgé Marcos, «La douleur et la rage», La Voie du jaguar, 8 mai 2014.
6. Sous-commandant insurgé Marcos, «*Entre la luz y la sombra*», Enlace Zapatista, 25 mai 2014.
7. Frédéric Saliba, «Au Mexique, le sous-commandant Marcos «cesse d'exister»», *Le Monde*, 26 mai 2014.

La « dette écologique »

Une nouvelle mystification

Philippe Pelletier

Groupe Nestor-Makhno de la Fédération anarchiste

Venu du monde académique depuis une dizaine d'années, un nouveau concept est en train de se répandre dans les milieux intellectuels et militants : celui de la « dette écologique ». Plusieurs définitions en sont possibles, mais elles ne sont contradictoires qu'en apparence. Leur convergence sert un projet sociétaire et intellectuel bien précis.

Deux définitions différentes, mais convergentes

On peut distinguer deux grandes familles de définition de la « dette écologique ».

La première cherche à exprimer l'idée d'une dette que l'humanité aurait à la fois envers la nature (on lui devrait quelque chose) et envers les « générations futures » (on leur devrait également quelque chose). Ce « quelque chose » correspond à l'exploitation des ressources naturelles, sans que les concepteurs ne fassent d'ailleurs la différence entre les ressources fossiles, non renouvelables, et les ressources renouvelables. L'exploitation d'une mine est ainsi mise sur le même plan que l'exploitation d'une forêt. L'uranium est traité comme le pin.

Selon la seconde famille de définition, les pays du « Nord » auraient une dette écologique (environnementale) envers les pays du « Sud » dont ils exploitent abusivement les ressources naturelles. À première vue, le concept semble généreux et radical en pointant les inégalités socio-spatiales, les injustices socio-économiques et la question environnementale. En réalité, si on réfléchit quelques secondes, on se rend compte qu'il n'en est rien.

Une resucée du tiers-mondisme

Dans la seconde famille de définition, la terminologie pseudo-géographique de « pays du Nord » et de « pays du Sud » est comprise comme une opposition entre « pays riches et pays pauvres », ce qui pose déjà problème. Pas besoin d'avoir bac plus douze pour savoir qu'il y a des riches et des pauvres dans tous les pays, au Nord comme au Sud, et que, de ce simple fait, la logique d'exploitation est bien plus complexe que cette opposition triviale entre « pays ».

Certes, même si l'on admet le principe commode d'une moyenne, le revenu intérieur brut par habitant varie beaucoup d'un pays à l'autre, de la Suède au Zimbabwe par exemple. Mais on peut ajouter qu'il existe aussi des pays plutôt « pauvres » au nord (la Bosnie, la

Roumanie, la Biélorussie…) et plutôt « riches » au « sud » (Singapour, Nouvelle-Zélande…). Sans même discuter de la validité du concept et du calcul de PIB qui est déjà un problème en soi (toujours la monomanie théologique de réduire la réalité à une seule chose).

Rien n'est donc dit de l'opposition socio-économique à l'intérieur des pays, ni des rapports entre les uns et les autres, entre le Qatar et la France par exemple, ou le Brésil et les États-Unis. Les méchants d'un côté, les bons de l'autre : c'est une vision manichéenne quasi religieuse.

Les rapports socio-économiques relevant de l'impérialisme et de la lutte de classes à l'échelle planétaire sont en outre amoindris, atténués, masqués et édulcorés par la naturalisation du processus qui découle de l'utilisation même du terme d'« écologique ». Notons aussi que l'opposition entre pays industrialisés et pays non industrialisés qui précédait l'opposition entre pays riches et pays pauvres a volé en éclat avec l'émergence économique de nombreux pays (Chine, Asie du Sud-Est, Brésil, Mexique…). Cette émergence a réduit à néant les schémas tiers-mondistes et marxistes pour qui, contrairement à l'analyse d'un Reclus ou d'un Kropotkine dès la fin du XIX[e] siècle par exemple, il était structurellement impossible que les « pays dominés du Sud » puissent s'industrialiser parce que le « Nord dominant » ne le permettrait pas. En gros, la théorie de Marx à propos de l'Inde et de l'Égypte appliquée après 1945 aux pays décolonisés…

L'utilité du réductionnisme pour la classe dirigeante

Cette approche est réductionniste en ce qu'elle assimile les classes dirigeantes et le peuple dans une même catégorie, de surcroît étatique puisque le raisonnement ne décolle pas du découpage en États nationaux. Elle fonctionne exactement comme le concept de « l'empreinte écologique », véritable fumisterie pseudo-scientifique qui fonde ses calculs sur la base des États-nations et de leurs statistiques.

Le réductionnisme permet un volet plus politique : la culpabilisation du prolétariat « du Nord » envers le prolétariat « du Sud », comme si le prolétaire « du Nord » en achetant une chemise fabriquée par un prolétaire « du Sud » – parce qu'elle est moins chère – devait se sentir porteur d'une dette, donc coupable. Raisonnement valable pour l'instituteur du « Sud », par exemple, qui achète la même chemise.

Ce à quoi peuvent répondre les fantaisistes : qu'il achète donc une chemise plus chère fabriquée en France (comme s'il en avait les moyens !)… Raisonnement petit-bourgeois, négation de la lutte des classes et souverainisme nationaliste, le retour. Ou bien qu'il se la fabrique (avec le rouet dans la cuisine, Gandhi dans les Cévennes, le retour). Ou qu'il reste nu, le primitivisme de ce type n'étant toutefois physiologiquement possible qu'à certaines latitudes…

On peut noter que le tiers-mondisme a permis, au cours de son apogée, à des intellectuels de gôche français de soutenir des régimes dictatoriaux « du sud » en vertu de « l'anti-impérialisme », que ce soit l'Iran de Khomeiny (Michel Foucault…) ou le Cambodge des Khmers rouges (Jean Lacouture…). Rappelons aussi que Mélanchon continue à soutenir le régime castriste. De nos jours, des intellectuels en mal de conceptualisation et de carrière nous refont le coup avec la « dette écologique » de ces pauvres « pays du Sud » dont les classes dirigeantes sont, bien entendu, vertueuses et innocentes.

Des générations d'anarchistes ont démontré combien cette notion religieuse de dette constituait l'antinomie de la liberté, le substrat essentiel de l'esclavage par ses chaînes et qu'il fallait s'en débarrasser.

Un nivellement idéologique

Au fond, la seconde famille de définition « post-tiers-mondiste » de la « dette écologique » ne masque pas la tendance lourde qui caractérise la première définition : *« la surexploitation par l'espèce humaine de l'ensemble des ressources naturelles »*. Attention, il ne s'agit pas des « capitalistes », ni même d'« industriels », ni même de « l'humanité » ou des « sociétés humaines », mais bien de l'« espèce humaine » : c'est-à-dire que la structuration en classes des sociétés s'efface devant un critère ontologique commun, celui qui renvoie (rabaisse ?) les humains au même rang (pensant ? agissant ?) que les autres espèces animales ou végétales, une méduse, un scorpion, un pou, une ortie…

Cette manipulation correspond à la remise en ordre – une mise au pas, en fait – que certains philosophes de l'environnement s'efforcent de nous imposer depuis une trentaine d'années en opposant une vision « biocentrique » du monde (où la nature serait centrale, et sujet de droit) à une vision « anthropocentrique » (où l'humanité serait centrale), le compromis tendance troisième voie étant « écocentrique » (une mise sur le même plan des domaines humain et naturel). Il va sans dire que les gourous et les pseudo-savants qui mettent la nature, en fait une certaine conception de la nature, au-dessus de tout, mais pas d'eux-mêmes sauf rares exceptions christiques, sont bel et bien des êtres humains, et situés dans une position de classe.

La dette, encore la dette : énième déclinaison de la même rengaine

L'idée centrale qui reste alors est bien celle de la dette. Nous devons quelque chose, nous sommes coupables de quelque chose, nous devons « rembourser ». Mais à qui : à la nature érigée en sujet de droit, à la princesse Gaïa ? Aux générations futures qui, par définition, n'existent pas, mais au nom desquelles les générations présentes doivent « se sacrifier » ? Payer, rembourser, se serrer la ceinture, se sacrifier, faire des efforts, ce discours ne vous rappelle rien ?

C'est exactement le même que le discours sur la « dette » économique et financière. Cette « dette », une ardoise en fait, que les banques ont laissée à la suite de leurs opérations spéculatives. Une « dette » qui est tellement monstrueuse et compliquée (les emprunts étant assurés et réassurés) que personne n'en connaît le montant exact (le système ne pouvant fonctionner que si une banque ignore ce que fait l'autre). Mais peu importe : les dirigeants étatiques s'efforcent de nous la faire payer – c'est leur job, c'est pour cela qu'ils ont été élus.

Mais l'opération idéologique du concept de « dette écologique » devient lumineuse quand on s'intéresse aux courants qui l'ont instaurée. C'est ce qu'il faut lire quand une intellectuelle nous affirme que la *« signification » de la « notion de dette écologique […] sera par la suite élargie, notamment dans le sens d'une dette que les hommes doivent à la nature »*.

Chère lectrice, cher lecteur, tu as bien lu : tu dois quelque chose, et tu le dois à la nature. Mais est-ce que je dois quelque chose à quelqu'un, en réalité ? À mes parents qui m'ont conçu, à l'État qui m'a scolarisé et qui maintenant me salarie puisque j'ai choisi d'être enseignant dans l'instruction publique ?

Des générations d'anarchistes depuis Godwin ont pourtant démontré par A + B combien cette notion religieuse de dette constituait l'antinomie de la liberté, le substrat essentiel de l'esclavage par ses chaînes et qu'il fallait s'en débarrasser.

De nos jours, les politiciens, les médias, les essayistes patentés nous saoulent, nous matraquent littéralement tous les jours avec le « remboursement de la dette ». Comme si nous y étions pour quelque chose, et les banques, le FMI ou la BM pour rien ! On croit rêver, c'est le monde à l'envers, et des intellectuels écolos viennent nous en remettre une couche avec la « nature ». C'est trop !

L'écolo-catholicisme latino-américain

C'est trop, mais ce n'est pas tout. Les analystes concordent pour attribuer à l'Institut d'écologie politique (Instituto de Ecologià Politica, IEP) du Chili l'invention du concept de « dette écologique » en 1990.

Mettons de côté le problème posé par cette appellation d'« écologie politique » forgée en 1957 par Bertrand de Jouvenel, un ancien membre du parti fasciste de Jacques Doriot

qui fait ensuite carrière dans les think tanks néo-libéraux (le Club du Mont-Pèlerin) et écologistes (le Club de Rome), et déjà analysé dans un précédent article. Examinons plutôt ce qu'est cet institut.

Il s'agit d'une ONG chilienne partenaire d'autres ONG et de réseaux internationaux. Elle a été fondée en 1987 à Santiago du Chili par Manuel Baquedano. Personnage intéressant que ce Baquedano, un excellent exemple de ce que j'appelle l'écolocrature… Son CV est long comme le bras. Après des études de sociologie à l'université catholique de Louvain, il rejoint différentes instances chiliennes et internationales dans le domaine de l'environnement. Il devient vice-président du Parti écologiste (chilien) et président de la Fédération des Partis verts des Amériques.

Il est sur la même ligne idéologique que Leonardo Boff, ce prêtre brésilien franciscain, antique figure de la théologie de la libération qui se définit désormais lui-même comme « *théologien et écologiste* », et qui vient de rendre un hommage appuyé au nouveau pape François. Au sein du staff dirigeant de l'IEP, on trouve également d'autres personnages catholiques. Le logo de l'IEP est constitué d'une croix qui mélange la croix de consécration, la croix de Malte et la croix huguenote.

Sous réserve de recherches plus poussées, il apparaît que ce think tank écologiste chilien évolue dans l'orbite du catholicisme plus ou moins social. Baquedano aurait été lié au mapucisme, une scission de la démocratie chrétienne prête aux compromis avec la gauche sur une base qualifiée d'illuministe, c'est-à-dire de sectaires pensant détenir la vérité, assurant que le rêve fait partie du projet politique et qu'il doit être concrétisé par tous les moyens, opportunistes compris.

On connaît le poids de l'Église catholique en Amérique latine. Il ne surprendra personne si l'on rappelle l'origine argentine du nouveau pape qui symbolise la nouvelle offensive idéologique de cette Église qui fricotait autrefois avec le marxisme, mais qui se sent beaucoup plus à l'aise avec l'écologisme puisqu'ils ont le même schéma de transcendance : placer Dieu ou la nature au-dessus de l'humanité. Le biocentrisme écolo rejoint sans problème la « défense de la vie » chez les cathos.

Avec en prime le prêchi-prêcha moralisateur car « *la notion* [sic] *de dette écologique nous invite précisément à repenser l'éthique environnementale à partir des fautes du passé.* […] *Nous est-il dès lors possible de l'annuler* [la dette], *ou pour le dire plus directement* [CQFD] *de pardonner* » ? Ou encore, « *comment sanctionner les générations passées* » ?

Faute, pardon, sanction : pas de doute, c'est un langage de curé. **P. P.**

---

1. J'avais écrit à ce sujet en 1983 un dossier intitulé « Le Tiers-Monde est mort » publié par la défunte revue *Informations et réflexions libertaires*. Il m'avait valu à l'époque l'ire des tiers-mondistes libertaires. Trente ans près, on peut faire le bilan. Rendez-vous dans trente ans pour la « dette écologique », « l'empreinte écologique » et autres fadaises ?
2. Fumisterie pseudo scientifique qui consiste à transformer des mètres cube de production concrète (agricoles, minières…) en mètres carré de surface virtuelle. On s'étonne que cette opération relevant de l'esprit saint qui multiplie les petits pains ait trouvé de l'écho auprès de certains « scientifiques » qui ont montré, une fois encore, qu'ils étaient prêts à gober n'importe quelle nouveauté pompeuse, surtout si elle leur ouvre une nouvelle ligne de crédit. Cela tombe bien, le capitalisme vert en a besoin. Voir *Le Monde libertaire* hors série n° 37 été 2009.
3. À peine caricatural, car pas loin de la réalité prônée par quelques moines.
4. Quant aux Inuits, de surcroît affreux chasseurs carnivores et tueurs de phoques, un programme de réinsertion dans des camps écologiques leur est probablement prévu.
5. Sans parler de l'Éthiopie de Mengistu, la Somalie de Siad Barre, ni de la Chine de Mao pour laquelle la liste serait dramatiquement trop longue…
6. Delord Julien et Sébastien Léa (2010) : « Pour une éthique de la dette écologique », *VertigO, la revue électronique en sciences de l'environnement*, 10, 1, p. 1.
7. Le concept est inventé par un être humain, alors que la notion représente une idée naturelle comme l'est la lune ou le soleil. En utilisant le terme de « notion » pour la « dette écologique », on naturalise le processus, on le rend aussi incontournable que l'eau qui coule. Encore un glissement sémantique qui constitue en réalité une affirmation idéologique subreptice mais forte.
8. Pouchain Delphine (2014) : « La dette écologique : d'une notion politique à un concept philosophique ? », *Développement durable et territoires, économie, géographie, politique, droit, sociologie*, 5-1.
9. « De quoi l'"écologie politique" est-elle le nom ? », *Le Monde libertaire*, n° 1738, 10-16 avril 2014.
10. L'écolocrature est la classe dirigeante de l'écolocratie. Puisant dans les couches moyennes fortement instruites et sociologiquement souvent aisées de tous les pays, elle fait carrière dans les cénacles institutionnels et partisans des États, des organisations internationales et des ONG. Elle dicte par le haut, intellectuellement et politiquement, l'agenda environnemental. C'est le bras métapolitique de la bourgeoisie éclairée qui ne veut pas scier la branche écologique sur laquelle sont assis ses profits.
11. Membre fondateur du Comité latino-américain du changement climatique (1991), membre de la commission organisatrice du Forum de Rio (1992), de Green Planners (1996), organisateur de l'Assemblée mondiale de l'eau (2006), représentant chilien de la Carte du monde de Leonardo Boff, président du Conseil d'administration de l'Institut de l'Environnement (2008), membre du Conseil pur l'éducation à l'environnement.
12. Van Treek Esteban Valenzuela (2011) : « Revolucion, pragmatismo y disidencia, the MAPU and the transformative role of the enlighment elites », *Revista de Ciencia politica*, 2, p. 187-206.
13. Delord et Sébastien (2010), *op. cit.*, Résumé.
14. Pouchain Delphine (2014), *op. cit.*, p. 8.

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Trois libertaires français dans les prisons franquistes

Alain Pecunia, Bernard Ferri et Guy Battoux

Steven Forti

Membre de la rédaction de Atlántica XXII*, revue asturienne d'information et de réflexion*

« C'ÉTAIT DES ANNÉES SOLAIRES et de bonheur. C'était super ! Nous voulions faire la révolution. Est-ce que ça en valait la peine ? Oui, certainement, cela en valait la peine ! » déclare, affable et jovial, Alain Pecunia au cours d'une conversation téléphonique depuis son appartement parisien. Par ces mots il résume ses années de jeunesse, au cours de la décennie des années soixante, entre la France de De Gaulle et l'Espagne de Franco. L'histoire d'Alain Pecunia est peu connue de ce côté-ci des Pyrénées bien que sa vie soit étroitement liée à l'Espagne et à l'antifranquisme. En 2004, il a raconté ces années-là dans Les Ombres ardentes. Un Français de 17 ans dans les prisons franquistes. *« On parle beaucoup des intellectuels qui luttèrent contre Franco, mais très peu des ouvriers et des paysans. C'est pour cela que j'ai écrit ce livre, commente-t-il. J'étais avec les paysans de Valence et les mineurs de Mieres dans la prison de Carabanchel. C'est à eux que je dédie* Les Ombres ardentes*, pour que nous n'oubliions pas leurs luttes. »*

Un jeune libertaire à Paris

À l'âge de seulement 13 ans, en 1958, Pecunia, à Paris, participe à quelques manifestations contre la guerre d'Algérie organisées par les Jeunesses communistes. Deux ans plus tard, il se rapproche du groupe Vérité-Liberté dirigé par Pierre Vidal-Naquet et du cercle libertaire Louise-Michel, des humanistes fans de Léo Ferré, ainsi qu'il s'en souvient dans son livre. Au début de l'année 1961, un Pecunia encore *« républicain rebelle et romantique »* fait la connaissance d'un exilé espagnol, Paco Abarca, avec lequel il constitue une section anti-OAS, l'organisation terroriste d'extrême droite dirigée par le général Salan, créée depuis le référendum d'autodétermination pour l'Algérie. Par l'intermédiaire d'Abarca, Pecunia sera introduit dans le milieu des Espagnols libertaires exilés en France. Au cours des mois suivants, il rencontrera Octavio Alberola et Luis Andrés Edo.

C'étaient les années où la CNT, après le congrès de Limoges de l'été 1961, s'était réunifiée et avait décidé de constituer – non sans rencontrer d'oppositions, comme celle de Federica Montseny – le groupe de Défense intérieur, un organisme secret ayant comme objectif de relancer la lutte contre le franquisme et auquel appartenaient aussi bien de vieux leaders anarchistes (Cipriano Mera et Juan García Oliver) que des éléments de la nouvelle génération (Alberola). Les premières actions étaient prévues pour le printemps et l'été 1962. La Fédération ibérique des Jeunesses libertaires (FIJL) entreprit une série d'actions symboliques contre des intérêts touristiques espagnols, comme les banques, les avions et les agences de la compagnie Iberia, pour obliger la presse française et internationale à parler du régime franquiste.

Pecunia s'implique de plus en plus. Au mois de juin et juillet 1962, il participa, avec deux autres Français, François Poli et Jacques Noël, à une série d'actions en Espagne. En moins de deux mois, il franchit la frontière au moins trois fois en passant par Hendaye ou La Junquera – voyageant en train ou en autocar – pour apporter du matériel à un camarade à Barcelone et pour observer les contrôles de la police franquiste. C'est l'époque où opère le groupe de Jorge Conill, qui pose trois bombes à Barcelone dans la nuit du 29 juin 1962. Peu après la tentative

d'assassinat de Franco à Saint-Sébastien par un groupe coordonné par les mêmes Mera et García Oliver, Conill est arrêté et condamné à mort. Il faudra une campagne internationale de protestation, d'où se détachent un message de Paul VI à Franco et l'enlèvement du vice-consul espagnol à Milan, Isu Elías, par de jeunes libertaires italiens, pour que le Conseil de guerre finisse par commuer la peine de Conill en condamnation à perpétuité.

Ce fut à cette époque que Pecunia fit la connaissance de Jacinto Ángel Guerrero Lucas, el Peque, alors proche collaborateur d'Alberola à Défense intérieur et déjà, très probablement, informateur de la police espagnole. Au cours d'un de ses déplacements, à la plage du Canet-sur-Mer, Guerrero Lucas sera le responsable de la disparition d'une mallette qui contenait une bonne partie de l'organigramme libertaire en exil.

« Guerrero Lucas ne me plaisait pas comme individu. Il n'avait rien de libertaire, il était très autoritaire et sentait l'informateur, dit Pecunia. *Le problème est que les libertaires espagnols de l'exil ne pensaient pas aux infiltrations. Tout cela ressemblait à de la paranoïa. Il n'y avait pas beaucoup de sérieux. Tout était plein de naïveté. »*

L'« Opération Primavera »

Vers la fin du mois de mars 1963, contre l'avis d'Alberola, Abarca demande à Pecunia de participer à une nouvelle opération. C'est le seul des trois Français qui continue d'être actif. Par crainte d'avoir été identifiés, Poli et Noël ont abandonné les actions. Le 3 avril, passant par Toulouse, Pecunia arrive à Barcelone aves deux charges de plastic cachées dans un paquet de sucettes Pierrot Gourmand, ainsi que deux flacons d'acide sulfurique et du chlorate de potassium dans les poches de sa veste. C'était tout ce dont il avait besoin pour fabriquer deux petites bombes. A Barcelone, Pecunia embarque sur un bateau pour Palma de Mallorque, où il séjourne deux jours comme un touriste ordinaire en vacances. Au retour, il place les deux « pétards » sur le Ciudad de Ibiza : le premier n'explose pas, mais le second si, avant que le bateau n'atteigne Barcelone. Il n'y a pas de blessés, seulement une petite peur pour une famille américaine en vacances. Pecunia parvient à prendre le train en direction de la France, mais le 6 avril en fin d'après-midi il est arrêté à la frontière entre Port-Bou et Cerbère. Il passera deux nuits à la préfecture de police Vía Layetana et environ trois semaines à la Prison modèle de Barcelone. *« C'était notre guerre contre fascisme,* dit Pecunia. *Mon père avait participé à la Résistance en France et mes aïeux italiens étaient carbonaristes. Tu sais, à vingt ans on ne songe pas à la vieillesse. »*

Le problème, c'est que Pecunia n'était pas seul dans cette opération, bien qu'il ignorât l'identité et les missions de ses camarades. Il était prévu que deux autres jeunes Français passent en Espagne après son retour. Mais cela ne se passa pas ainsi. Guy Battoux arriva à Madrid le même 3 avril en passant par Hendaye avec l'objectif de poser une bombe devant l'ambassade des Etats-Unis, mais ce jeune de Lyon âgé de 23 ans eut un malaise et fut arrêté le 7 avril avant d'avoir posé les « pétards ». Bernard Ferri, 20 ans et appartenant au groupe trotskyste Voix ouvrière, fut capturé à Valence le 8 avril alors qu'il était sur le point de poser une bombe devant l'agence d'Iberia. *« Un garçon sérieux »*, ainsi que le définit alors la presse française. Dans la première lettre qu'il écrivit à sa famille depuis la prison de Valence, le 14 avril, Ferri expliquait franchement qu'il *« est inutile d'avoir des regrets : ce qui a été fait est fait. Je suis là pour des raisons politiques : j'ai posé une bombe contre le régime d'ici. Mais étant donné qu'il y a un mouchard dans l'organisation en France, j'ai été pris à la gare juste avant mon retour en France »*. Il y avait également un quatrième homme qui ne fut jamais arrêté ni identifié. Ce mystérieux per-

sonnage s'était rendu à Alicante et il put repasser la frontière le 9 avril sans grands problèmes.

Dans les prisons franquistes

Le régime franquiste considère les trois Français comme un commando, ce qui lui permet de les juger en Conseil de guerre sommaire mené par le juge instructeur Antonio Balbas Planelles. C'est une période sensible où le franquisme fait preuve de toute sa cruauté. Julián Grimau est exécuté le 20 avril et, au matin du 17 août, c'est au tour des jeunes libertaires Francisco Granado et Joaquín Delgado, accusés sans preuve aucune d'avoir placé fin juillet deux bombes à la Direction générale de la police et au siège central du Syndicat vertical franquiste. Pecunia, Ferri et Battoux se trouvaient déjà à la prison de Carabanchel début août. C'est là qu'ils firent connaissance en attendant le Conseil de guerre. La cellule de Pecunia se situait juste au-dessus des cachots où séjournèrent à peine plus d'une semaine Delgado et Granado. « *Ils partirent très très seuls à la mort*, se souvient Pecunia. *Avec tous les autres détenus politiques nous prîmes le deuil durant une semaine.* »

Le conseil de guerre finit par se tenir à Madrid le 17 octobre calle del Reloj. La sentence était prévue d'avance. Seul l'avocat de Battoux, Alejandro Rebollo, qui avait été le défenseur de Grimau, fit son travail. Trente ans et un jour pour Ferri, deux peines de douze ans et un jour pour Pecunia et quinze ans et un jour pour Battoux. Le consul français à Madrid intervint directement mais sans parvenir à obtenir une réduction des peines.

Les trois furent envoyés dans trois prisons distinctes : Cáceres, Carabanchel et Burgos. Pecunia restera quasiment deux années dans la prison madrilène. « *La prison était l'école de la révolution, comme on disait à cette époque* », se souvient-il. Dans la sixième galerie, en 1964, il y avait environ 250 détenus politiques. Là, il rencontre les mineurs asturiens, les communistes du Levant, quelques catalans du Psuc, d'autres libertaires – comme l'Ecossais Stuart Christie et les trois membres de l'Alliance syndicale ouvrière : Francisco Calle Mancilla Florián, José Cases Alfonso et Mariano Agustín Sánchez – ainsi que plusieurs membres du « Felipe », comme Nicolás Redondo et Nicolás Sartorius. « *En prison, nous étions tous des camarades, bien qu'il y eût des divergences politiques* », souligne-t-il.

D'étranges accidents

Les pressions françaises se font chaque fois plus fortes : le gouvernement de De Gaulle, plusieurs sénateurs et de nombreux intellectuels interviennent publiquement ou envoient des lettres au gouvernement franquiste. Parmi eux, l'ancien collaborateur Alfred Fabre-Luce, qui avait de très bonnes relations avec Manuel Fraga, alors ministre de l'Information et du Tourisme. *Le Monde* consacre plusieurs articles à cette histoire. Pour Pecunia cela s'explique car « *nous étions de jeunes petits-bourgeois et que les peines étaient très fortes. Par ailleurs nous étions anarchistes et cette droite-là distingue les communistes des anarchistes* ».

Sur suggestion du consul français, Pecunia signe en juillet une demande de grâce qui lui est accordée et il sort de prison le 17 août. Son retour en France fut discret : cette discrétion était la condition pour que ses deux camarades puissent sortir également le plus tôt possible des prisons franquistes. Mais Ferri et Battoux devront attendre. Au cours des mois suivants,

« En prison, nous étions tous des camarades, bien qu'il y eût des divergences politiques. »

Pecunia poursuit son activisme politique en participant au Comité Espagne libre et en préparant une liste de la gauche non communiste pour les prochaines élections municipales, fréquentant dans le même temps le futur groupe du 22-Mars de Daniel Cohn-Bendit. Par ailleurs, il fait la rencontre de l'exilé espagnol José Pascual Palacios, qu'il verra chaque semaine durant une année.

À la fin du mois de juillet 1966, Ferri et Battoux sont également libérés. Le 31 juillet Pecunia et Ferri se retrouvent à Paris. Ils ont prévu de se revoir au cours des semaines suivantes pour préparer de nouvelles opérations, mais, dans la nuit du 4 août, après une soirée chez des amis, Pecunia subit un étrange accident sur une route proche de Nantes. Il restera entre la vie et la mort plusieurs semaines, il sortira de l'hôpital à l'automne 1967 et la fracture de la colonne vertébrale le laissera en fauteuil roulant. La police française évoquera toujours et seulement un accident, mais Pecunia croit – grâce aussi au témoignage de son ami Roger Noël, commissaire des Renseignements généraux français – que ce fut une action de la police française avec la participation d'éléments espagnols. « *Ils auront probablement voulu me donner une leçon, mais la chose alla au-delà et j'ai survécu par pur hasard* », dit Pecunia. Dans ce secteur de la Loire, il y avait de nombreux membres de l'OAS ainsi que ce qui restait des mouvements fascistes de la Cagoule et de la Milice de l'époque de Vichy. Au cours des années suivantes, Pecunia se battra pour connaître la vérité, mais, en juillet 1976, son ultime tentative se conclut par un non-lieu de la justice française.

Les étranges coïncidences ne s'achèvent pas avec cet événement. Le 5 août 1976, juste dix ans après l'accident qu'a subi Pecunia, Bernard Ferri est tué par une chute de pierres au cours d'une escalade à Gavarnie, dans les hautes Pyrénées françaises. Ferri ne pouvait pas retourner en Espagne. Celle qui fut sa compagne au cours de ces années-là, Jacqueline Tardivel, est en train de travailler depuis plusieurs années à la biographie de Ferri, qui s'intitulera très probablement Café des Oiseaux, du nom d'un café parisien où Ferri, à l'âge de seize ans, rencontra une Gitane qui lui prédit qu'il mourrait jeune d'une blessure à la tête. Tardivel est convaincue que ce fut un accident. « *Ces choses-là sont fréquentes au cours des escalades. De plus, les responsables de la chute de pierres se sont identifiés : c'étaient deux professeurs en vacances. Ces mêmes pierres auraient pu toucher les amis de Bernard qui étaient en train d'escalader avec lui. Ce fut une fatalité.* »

Battoux fut le seul des trois à ne pas subir d'accident. Au cours des années suivantes il adhéra au PCF à Bordeaux et il vit à présent à La Courneuve, en périphérie de Paris. En tout cas, Pecunia poursuivit son activisme également au cours des années suivantes : la cause espagnole marqua sa vie au moins jusqu'au 23-F[1]. Il participa à l'Alliance syndicale ouvrière et au Comité Espagne libre, et, en 1978, Luis Andrés Edo lui proposa de revenir en Espagne libérée pour la CNT, mais il refusa la proposition : « *Je ne me voyais pas dans ce rôle* », dit-il.

À partir du début des années quatre-vingt, Pecunia se consacra surtout à l'écriture et à son travail de correcteur d'imprimerie. Dans son livre on trouve une phrase qu'il dit à ses camarades anarchistes français au cours des années soixante : « *Le fascisme de demain saura inventer le fascisme sans aucun détenu, sans aucune torture. Parce qu'il sera parvenu à s'insinuer dans la tête de chacun par manipulation ou conditionnement psychologique et qu'il aura su convaincre de l'inutilité de toute tentative quelle qu'elle soit en faveur d'un autre monde possible. Et ce sera le plus dangereux.* » Si l'on observe l'actualité, peut-être Pecunia ne se trompait pas. **S. F.**

1. 23-F : 23 février 1981, date de la tentative de coup d'Etat d'une partie de l'armée.

L'art en prison

Marie Joffrin

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

La galerie Fait & Cause, 58, rue Quincampoix, à Paris, est une création de l'association Pour que l'esprit vive. Elle a pour mission de favoriser la prise de conscience des problèmes sociaux où qu'ils se présentent à travers le monde.

Elle a choisi de privilégier le médium qui se prête le mieux à la dénonciation des injustices, des inégalités et de la misère : la photographie. Jusqu'au 17 mai, elle accueillait une exposition de photographies de Bruno Paccard et de dessins et de photographies d'Ernest Pignon-Ernest intitulée *Dans les prisons de Lyon*… Une exposition des œuvres d'Ernest Pignon-Ernest sur le même thème avait déjà été accueillie à la galerie Lelong, à Paris.

Ernest Pignon-Ernest et Bruno Paccard se sont rencontrés, à Lyon, au moment où ils travaillaient l'un et l'autre dans les prisons Saint-Paul et Saint-Joseph désaffectées. De cette rencontre sont nées une amitié et des images croisées. Faisant alterner portraits, photographies et « yoyos », ces bouteilles en plastique pendues à un fil que les taulards utilisaient comme objets de messages, les deux artistes ravivent la mémoire et affichent leur empathie.

Devenues vétustes et surpeuplées, les prisons de Lyon Saint-Paul et Saint-Joseph ont été désaffectées en 2009 après que les détenus ont été transférés dans un nouveau centre pénitentiaire. Un projet, porté par la Sofade, l'université catholique de Lyon et

Habitat et Humanisme, prévoit la création de bureaux, de logements sociaux et d'un campus universitaire (de 5 000 étudiants) dont l'inauguration est prévue en 2015. Ernest Pignon-Ernest et d'autres artistes ont été invités à y intervenir.

Plasticien, initiateur de l'art urbain, Ernest Pignon-Ernest a réinscrit sur les murs de ces prisons désaffectées (où il avait animé vingt ans plus tôt des ateliers de peinture), le souvenir de ceux qui y ont été incarcérés. « *Avant que la transformation des lieux en campus ne provoque une amnésie collective, j'ai tenté d'y réinscrire par l'image le souvenir singulier d'hommes et de femmes, célèbres ou inconnus, qui y ont été torturés ou exécutés. Dans différents couloirs, cellules, cours, je me suis efforcé d'inscrire leur visage, leur corps, d'y introduire le signe de l'humain. La prison Saint-Paul de Lyon n'est pas une prison ordinaire. Klaus Barbie y a sévi. Jean Moulin, Raymond Aubrac, de nombreux résistants y ont été emprisonnés. Au cours de l'automne 1943, deux jeunes résistants y ont été détenus et guillotinés sur ordre de Vichy.* » L'artiste n'oublie pas non plus, à une époque plus ancienne, Pierre Kropotkine qui séjourna à Saint-Paul, en 1883, pour avoir soutenu des ouvriers de la soie. On peut admirer le portrait d'un Kropotkine jeune, brun et bouclé.

Les images d'objets enchevêtrés, vieilles boîtes de Ricoré, vêtements déchirés, flottant au vent, évoquent une installation d'art contemporain. « *Quand on voit ce linge déchiqueté, on est obligé de penser que quelqu'un a habité dedans. C'est l'idée de l'empreinte des corps. C'est une vérité, comme un pas dans le sable. Il y a eu quelqu'un, et la personne n'est plus là.* » Un des dessins d'Ernest Pignon Ernest évoque le suicide des détenus : « *C'est un corps suspendu, revêtu d'un drapé. Je ne suis pas croyant mais cela fait référence au suaire.* »

Le photographe Bruno Paccard, quant à lui, vit et travaille à Lyon. Ces prisons ont longtemps fait partie de son environnement. Il a été missionné par les archives municipales de la ville pour y réaliser un reportage après leur fermeture. Il relate ainsi son expérience : « *Habitant le quartier, j'ai toujours eu envie de photographier ces prisons. Une fascination qui me ramenait à mon enfance ou le mot "prison" était chuchoté dans le quartier italien à Nice où j'ai grandi. Quartier où l'on apprenait que le fils de Madame Untel était parti pour plusieurs mois et que l'on voyait revenir maigre et taciturne, que le "casse" de la poste, c'était le fils machin… Conscient de la chance que j'ai eu de ne pas me trouver de l'autre coté parce que j'étais trop certainement trouillard et trop sensible. J'ai exposé en 2010 aux archives municipales de Lyon un travail de nuit (derrière les voûtes) que j'avais fait en 1990-1992 avant que le quartier de la confluence ne change. Il y avait déjà les prisons dans ce travail photographique. C'est de cette manière que la directrice des archives m'a proposé de faire ces photos sur les prisons. Je suis resté à peu près trois mois, tout seul, dans cet espace terrible. Le premier jour, il avait neigé, les cours était blanches, ce qui a accentué ce terrible sentiment de solitude. Le choc, que j'ai ressenti en arpentant ces cellules, fut une tristesse profonde et les premiers jours, je n'ai pu rester trop longtemps. Puis, en lisant les graffitis dans les cellules, tous les sentiments m'ont traversé : colère, chagrin, injustice, etc. J'ai eu les larmes aux yeux lorsque je suis rentré dans cette cellule ou deux mineurs ont péri asphyxiés par le feu qu'ils avaient mis à leurs lits pour appeler les gardiens. Je n'ai pas vraiment les moyens de juger, mais en tant que citoyen, la question de l'enfermement pour tous se pose, comment a-t-on pu enfermer des hommes dans ces lieux immondes ! Je ne peux pas oublier cette phrase, qui est de Camus, je crois :* "On mesure le degré de civilisation d'une société à l'état de ses prisons." *C'est la phrase que je me répétais, tout le temps :* "Comment a-t-on pu ?" *Les yoyos était le moyen de communiquer entre cellules. Ils accrochaient une fourchette ou une cuillère tordue, un bout de drap ou une couverture déchirée, et au bout, quelque chose pour le voisin, cigarettes, médicaments, produits de toilettes, de l'eau, etc. Ils essayaient d'accrocher les barreaux de la cellule d'à coté ou d'en face. Comme l'exercice ne fonctionnait pas la plupart du temps, tout ces yoyos allaient s'accrocher dans les barbelés et restaient suspendus au-dessus des cours. Cette démarche servait aussi à énerver les gardiens, quand l'été il faisait trop chaud dans ces cellules confinées à trois ou quatre. De rage ou d'impuissance, ils jetaient tout ce qu'ils avaient sous la main.* »

M. J.

Bruno Paccard, *Bouteille bleue*, photographie.

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 12 juin

10:00 > 12:00 Chronique hebdo. L'émission grimpe en enfer avec Anne van der Linden pour l'exposition *Jambes en l'air* à Ivry-sur-Seine.

16:30 > 18:00 Radio LAP. C'est la 50e de Radio Lap ! Surprise !

18:00 > 19:30 Si Vis Pacem. Émission antimilitariste de l'Union pacifiste.

Vendredi 13 juin

14:30 > 16:00 Les Oreilles libres. Musiques engagées.

17:30 > 19:00 Radio espéranto. Émission de l'association Sat Amikaro.

Samedi 14 juin

11:30 > 13:30 Chronique syndicale.

13:30 > 15:30 Chroniques rebelles.

17:00 > 19:00 Bulles noires. BD et polar.

Dimanche 15 juin

18:30 > 20:30 Il y a de la fumée dans le poste. Légalisons le cannabis !

Lundi 16 juin

09:00 > 11:00 Les Enfants de Cayenne.

11:00 > 13:00 Lundi matin.

16:00 > 18:00 Trous noirs. Ukraine entre l'Est et l'Ouest, entre nationalistes et séparatistes, avec Alexandre Skirda, de père ukrainien et auteur de Nestor Makhno, le cosaque libertaire.

Mardi 17 juin

19:30 > 20:30 Parole d'associations. Émission spéciale 25 ans.

Mercredi 18 juin

18:30 > 20:30 Femmes libres. Margaret Maruani et Monique Meron pour *Un siècle de travail des femmes en France. 1901-1911* aux Éditions La Découverte.

20:30 > 22:30 Ras les murs. Pour l'abolition de la prison.

89.4 MHZ en région parisienne rl.federation-anarchiste.org

Samedi 14 juin. 16 heures

L'antimilitarisme aujourd'hui

— Ne croyez pas que, redevenus civils, vous cesserez d'être nos inférieurs.

Débat organisé par le groupe Louise-Michel.
Avec Maurice Montet de l'Union pacifiste.
À la bibliothèque La Rue, 18, rue Robert-Planquette. Paris (XVIIIe).

FETE DE PUBLICO 15 JUIN 12H30

FEDERATION ANARCHISTE

★ **13h30 La confusion idéologique**
Animé par La Horde, collectif antifasciste

★ **15h30 La lutte du foyer CARA à Saint-Ouen**
Animé par des habitant-es du foyer, projection d'un documentaire sur la lutte

★ **17h30 Histoire du MIB : Mouvement d'Immigration des Banlieues**
Animé par Rachid, militant du MIB dès sa création

+ ateliers pochoirs et écriture
+ buvette et restauration sur place

145 rue amelot métros Oberkampf ou Fille du Calvaire

AGENDA

Vendredi 13 juin

Vannes (56)

20 h 30. Éducation et pédagogie libertaire, soirée-débat avec Hugues Lenoir (formateur pour adultes, syndicaliste CNT et militant de la FA), un enseignant et un élève du lycée expérimental de Saint-Nazaire. Palais des arts. Entrée libre. Organisée par le groupe libertaire René-Lochu (FA).

Samedi 14 juin

Saint-Jean-du-Gard (30)

19 heures. Rencontre à propos du mouvement de protestation sociale contre la coupe du monde au Brésil. Projection de deux courts-métrages suivie d'une discussion et d'un repas bigarré. La soirée a lieu à la Bibliothèque infokiosque, 152 grand-rue.

Paris XVIIIe

16 heures. Conférence-débat sur le thème l'antimilitarisme aujourd'hui. Organisée par le groupe Louise-Michel, avec Maurice Montet de l'Union pacifiste. L'Union pacifiste a toujours dénoncé le rôle de l'armée et demande son abolition. Nous aborderons le rôle de l'armée en Ukraine, en Afghanistan, en Afrique avec la Françafrique et l'Otan. Notre action pour l'objection de conscience et l'insoumission dans le monde, avec les organisations antimilitaristes internationales. La campagne contre l'armée à l'école et sa pénétration incidieuse dans la société. À la bibliothèque La Rue. 18, rue Robert Planquette.

Dimanche 15 juin

Paris XIe

12 h 30. Fête de la librairie du *Monde libertaire*. 13 h 30 : La lutte du foyer Cara à Saint-Ouen, débat animé par des habitants du foyer et projection d'un documentaire sur la lutte. 15 heures : la confusion idéologique, débat animé par La Horde, collectif antifasciste. 17 heures : Histoire du MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues), animé par Rachid, militant du MIB dès sa création. Ateliers pochoirs et écriture, buvette et restauration. Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Vendredi 20 juin

Paris XIe

19 h 30. Projection-débat avec l'émission de Radio libertaire L'entonnoir. Le film : une émission d'Apostrophes (de Bernard Pivot), *Qui est fou ?*, 1976, 1 h 09, avec Nicole Martin, ex-psychiatrisée (*Rescapée d'un mythe*), Gérard Hof, passé en conseil de discipline et radié (*Je ne serai plus psychiatre*), Roland Jaccard, journaliste, psychothérapeute (*L'Exil intérieur*) et Henri Baruk, psychiatre, professeur (*Des hommes comme nous*). Ce document porte un regard sur l'antipsychiatrie en France dans les années 1970, période la plus florissante pour cette lutte. Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Rochefort-en-Terre (56)

20 h 30. Mieux connaître les zapatistes avec Guillaume Goutte, auteur de *Tout pour tous. L'expérience zapatiste, une alternative concrète au capitalisme* (Libertalia), débat précédé d'une projection. Soirée coorganisée par le café de la Pente, le groupe libertaire Lochu, la FA Vannes et De la terre aux pavés. Café de la Pente. Entrée libre.

Samedi 21 juin

Paris XIe

16 h 30. Rencontre et débat avec Jean Rat, auteur du livre *La Monnaie de leur pièce. Plein feu sur le capital et l'État* (Éditions libertaires). Qu'est-ce que le capitalisme ? Qu'est-ce que l'État ? Quelle est leur nature profonde ? Leur histoire ? Comment fonctionnent-ils ? Sur quelles logiques se fondent-ils ? Pourquoi ces deux-là s'entendent-ils comme larrons en foire ? Sont-ils vraiment indépassables comme on ne cesse de nous le répéter ? Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Dimanche 22 juin

Paris XVIIe

18 heures. Serge Utgé-Royo chante *Un nuage espagnol, memorias ibéricas*. Ce concert inaugurera la série d'initiatives proposées par l'asso 24 août 1944 qui commémore les républicains espagnols, premiers libérateurs de Paris, il y aura bientôt soixante-dix ans… L'Européen 3-5, rue Biot. Tarifs de 24 à 2 euros. Résa. : 01 43 87 97 13.

Tournée Tout pour tous !

L'expérience zapatiste, une alternative concrète au capitalisme.

1994-2014 : Les zapatistes fêtent leur vingtième année de révolution.

Saviez-vous que, depuis plus de vingt ans, au Chiapas (sud du Mexique), une partie de la population vit en s'auto-organisant et en repoussant les nuisances de l'État et du capital ? Pour mieux comprendre les indigènes qui ont décidé cette autonomie libertaire, venez débattre avec Guillaume Goutte, participant de la Petite École zapatiste en 2013, militant de la Fédération anarchiste et auteur du livre *Tout pour tous ! L'expérience zapatiste, une alternative concrète au capitalisme* (Libertalia, 2014).

Lundi 16 juin. Caen (14), campus 1 de la FAC à l'amphi Tocqueville, 20 heures.
Mardi 17 juin. Nantes (44), campus B17 20 h 30.
Mercredi 18 juin. Rennes (35), local La commune, 20 heures.
Jeudi 19 juin. Brest 29, La Poudrière, 19 heures.
Vendredi 20 juin. Rochefort-en-Terre (56), le café de la Pente, 20 h 30.
Samedi 21 juin. Bannalec (29), Le mouton enneigé, 15 heures.
Dimanche 22 juin. Berrien (29), café librairie L'autre Rive, 19 h 30.

FETE DE
PUBLICO
DIMANCHE 15 JUIN // 12H30
Programme: www.librairie-publico.com